

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ANTOINE DE MONTCHRÉTIEN

ET LE

NATIONALISME ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 28 Juin 1923, à 4 heures 1/2

PAR

ANDRÉ VÈNE

Président : M. Aug. DESCHAMPS, Professeur

Suffragants : { *MM. NOGARO, professeur*
AFTALION, chargé de cours.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e arrond.

Léon TENIN, Directeur

Thèse
Paris
1923.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ANTOINE DE MONTCHRÉTIEN

ET LE

NATIONALISME ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 28 Juin 1923, à 4 heures 1/2

PAR

ANDRÉ VÈNE

*Président : M. Aug. DESCHAMPS, Professeur**Suffragants : { MM. NOGARO, professeur
AFTALION, chargé de cours.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY*22, rue Soufflot, PARIS, 5^e arrond.***Léon TENIN, Directeur**



INTRODUCTION

Adam Smith et ses disciples ont groupé, sous la désignation commune de mercantilistes, des écrivains et des hommes d'Etat qui les avaient précédés et dont les idées en matière économique étaient fort éloignées des leurs.

Ces publicistes, ces rois et ces ministres attribuaient une grande importance au rôle des métaux précieux. Ils croyaient indispensable d'entasser d'énormes trésors de guerre dans les coffres de l'Etat. Ils prohibaient la sortie de l'or et de l'argent. Quand ils craignaient les disettes, ils interdisaient l'exportation du blé, du bétail et de toutes les denrées nécessaires. Ils frappaient de lourdes taxes l'importation des objets de luxe. Ils faisaient des règlements pour limiter les bénéfices excessifs des marchands et des spéculateurs. Ils s'imaginaient qu'il est possible de combattre la cherté de la vie par des lois et des ordonnances, en fixant des prix maxima.

Il y a quelques années seulement, tous ces expédients semblaient archaïques et périmés, comme les carrosses du musée de Cluny. L'expérience et le raisonnement les condamnaient. En cas de guerre, disait-on, les Etats ont d'autres

ressources que les trésors de métaux précieux. Le meilleur remède contre la famine est d'encourager les agriculteurs en les laissant libres d'expédier leur blé là où ils veulent. C'est la loi de l'offre et de la demande qui détermine les prix des marchandises, et tous les efforts des administrations sont impuissants contre elle, si les besoins des consommateurs dépassent les ressources disponibles.

Mais nous avons vu réapparaître, à peu près sous les mêmes formes qu'autrefois, la politique mercantiliste du début des temps modernes. Déjà, avant la guerre, la plupart des banques d'émission d'Europe avaient cherché à accroître leur encaisse, considérée comme la garantie de leurs billets et comme une réserve toujours prête en cas de crise ou de conflit. D'ailleurs, c'était un excellent moyen de consolider leur crédit, la masse des populations étant encore imbuë du préjugé selon lequel les grandes accumulations d'or et d'argent sont un symptôme évident de prospérité financière.

De 1914 à 1918, la pression de l'opinion publique et les circonstances elles-mêmes obligèrent les gouvernements à faire revivre tout l'arsenal des dispositions législatives par lesquelles les publicistes du XVII^e siècle entendaient assurer le salut de l'Etat. Ces écrivains désuets, naguère condamnés sans rémission comme les alchimistes du moyen-âge, reprenaient ainsi, à la faveur des événements, un regain d'actualité.

Nul parmi eux n'offre plus d'intérêt qu'Antoine de Montchrétien, théoricien du mercantilisme et auteur du *Traicté de l'Æconomie Politique*, paru en 1615.

C'est une curieuse figure que celle de cet humaniste. Les

tragédies qu'il écrivit dans sa jeunesse, *Marie-Stuart*, *Sophonisbe*, *La Carthaginoise*, témoignent de belles qualités lyriques et d'une connaissance approfondie de l'antiquité. Elles ont longtemps sauvé de l'oubli le nom de leur auteur, et leur succès l'eût orienté vers une carrière heureuse, si des événements tragiques n'avaient bouleversé sa vie.

Condamné à mort pour avoir tué un adversaire en duel, Montchrétien dût se réfugier en Angleterre. Là, son attention fut attirée par la prospérité naissante de l'industrie. Des réfugiés français, exilés par le fait des guerres de religion, étaient venus enseigner leurs secrets de fabrication aux artisans du pays. La Grande-Bretagne, qui jusque là avait été une nation essentiellement agricole, venait d'entrer dans la période de transformation qui devait en faire une puissance industrielle.

L'œuvre de Montchrétien nous montre qu'il s'était consacré à une étude approfondie de la politique commerciale suivie par l'Angleterre. Il est à supposer qu'il avait voyagé aussi en Hollande, mais on ne le sait pas d'une manière certaine, car nous n'avons que peu de détails sur l'histoire de sa vie. Toujours est-il qu'il revint en France, où il se maria et fonda à Ousonne une entreprise de tailleurie. Vers 1616, il se rendit à la Cour, et les *Lettres* de Malherbe nous apprennent qu'il donna "un livre in-4º, de sa façon, assez gros, à Monsieur le Garde des Sceaux", et que ce livre traitait du commerce ou de quelque chose de pareil. Notre auteur fit alors partie de la suite du Conseil du Roi, puis il fut envoyé, en qualité de gouverneur,

à Châtillon-sur-Loire, où il transporta son atelier.

Mais le peu de cas qu'on avait fait de ses conseils l'avait grandement affecté. Après avoir écrit de formelles condamnations des guerres civiles, il se joignit aux Protestants, lorsqu'en mai 1621, après la mort du Connétable de Luynes, des troubles éclatèrent dans les provinces. Le 8 Octobre de la même année, il fut attaqué dans une auberge de Normandie, à Tourailles, par un parti de quinze à vingt mousquetaires. "Montchrestien et ses compagnons, écrit Malherbe, se défendirent si bien qu'ils tuèrent les trois premiers... Au pied de la montée se trouvait un vieux gentilhomme qui tira un coup de pistolet à Montchrestien et le tua". (1)

C'est ainsi que, par un destin anormal, mourut cet ardent apologiste d'un régime d'ordre et d'autorité

Par la suite, son œuvre économique devait rester longtemps dans l'oubli. Au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, on ne lui connaît guère qu'un seul lecteur, le Cardinal de Richelieu, qui s'inspirera souvent des principes directeurs puisés dans le *Traicté de l'Economie Politique*.

Trois cents ans n'ont pas amoindri beaucoup l'intérêt de cette vaste synthèse. Industriel expérimenté, Montchrétien perçoit avec netteté les causes qui font le succès ou l'échec des entreprises. Ecrivain, il excelle à observer et à dé-

(1) Voir la biographie de Montchrétien dans la belle introduction de son édition du *Traicté de l'Economie Politique*, Plon-Nourrit, Editeur. Voir également Gustave Lanson, article sur Montchrétien dans *Hommes et Livres*.

crire les phénomènes économiques. Poète, il sait les éclairer par des images saisissantes. Mais s'il est impossible de le lire aujourd'hui sans sympathie, c'est surtout à cause du vivant patriotisme qui anime son œuvre, qui guide et coordonne toutes ses pensées. Ce patriotisme se manifeste tour à tour sous la forme de la pitié pour les souffrances du peuple et sous la forme de la fierté.

Il décrit avec admiration "ce grand et fleurissant royaume, le plus beau, le plus fort, le plus ancien qu'œillade le soleil", cet Etat "battu, non point abbattu, incliné, non jamais renversé, semblable à ces grands chesnes secouez des vents et des orages, qui demeurent tousjours fermes sur leurs racines". Et il ajoute : "Il ne se trouve nation au monde de plus vif esprit que la françoise, mie ux née aux armes, aux lettres, à la marchandise, aux artifices." (1)

La France abonde en ressources naturelles qui la rendent plus riche que tous les Pérous du monde, "mais de ses richesses la plus grande, c'est l'inespuisable abondance de ses hommes." Notre pays, au début du XVII^e siècle, était en effet plus peuplé que les autres nations d'Europe, et c'était là une grande force, insuffisamment mise à profit : "Combien qu'à voir la France regorgeante d'hommes, on jugeroit qu'elle en est foulée et accablée, ce n'est pour le dire en un mot que faute d'ordre et son plus grand bien, par l'ignorance ou negligence de les employer, devient son plus grand mal". (2)

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 275, 273 et 33.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 24 et 25.

Ailleurs, Montchrétien remarque “comme la France est « aujourd’hui ce grand Platane, auquel se comparoit The-
« mistocle, où tout le monde se jette à couvert, et puis, s’en
« allant, en rompt et emporte quelque branche; que, combien
« qu’elle soit fertile et abondante en toutes sortes de biens
« et de commodités plus que pays de la terre, la vie y est
« toute fois renduë aussi mal-aisée à plusieurs comme s’ils
« habitoient dans les chaudes arènes de l’Affrique ou dans
« les glaces poignantes de la Scythie”. (1)

Pour remédier à cette situation, pour que les Français vivent « en une heureuse abondance de toutes choses », Montchrétien propose tout un système de mesures tendant à encourager la production nationale et exclure la concurrence étrangère. Il a l’ambition de faire de la métropole et de ses colonies un ensemble complet, se suffisant à lui-même en temps de paix comme en temps de guerre. Il veut que « la richesse, s’incorporant avec les artifices, « parface de belles et profitables operations ». Sa méthode n’est ni la révolution sociale, ni le laissez-faire, car elle consiste dans le travail du peuple, rendu plus profitable grâce à l’intervention du gouvernement.

Ses doctrines se rapprochent beaucoup de celles des protectionnistes modernes. Aussi, lorsqu’en 1898, M. Cauwès fonda la « Société d’Economie Politique Nationale » (2), il tint à rappeler les enseignements qu’il avait trouvés chez

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 5.

(2) *Revue d’Économie Politique*, 1898.

Montchrétien. Aujourd'hui, après la guerre européenne, l'actualité du *Traicté de l'Economie Politique* est devenue plus vive et bon nombre de ses idées paraîtraient banales, si, afin d'en faire ressortir la portée, nous ne prenions la précaution de les confronter avec celles d'écrivains des XVIII^e et XIX^e siècles.

CHAPITRE PREMIER

LES CONCEPTIONS PSYCHOLOGIQUES DE MONTCHRÉTIEN ET CELLES D'ADAM SMITH

Comprendre, c'est comparer. Pour bien juger le nationalisme de Montchrétien et des autres mercantilistes, il y a lieu de leur opposer les conceptions fondamentales d'Adam Smith, qui fut l'initiateur d'une réaction si violente, si complète et si durable contre leurs doctrines et leurs méthodes. L'utilité de ce parallèle est d'autant plus manifeste que des exemples frappants ont confirmé la vérité des grandes lois économiques exposées par Adam Smith et ses disciples. De multiples expériences, comme celle de la taxation du charbon en 1915, et celle de la taxation du blé en 1916, ont permis de vérifier la théorie quantitative de la monnaie et de reconnaître qu'il n'était guère possible de supprimer l'effet des variations naturelles de l'offre et de la demande. La gabegie constatée dans certains arsenaux a fait ressortir, une fois de plus, le péril des industries d'Etat. La multiplication des formalités douanières nous a rappelé les inconvénients et les

lenteurs des interventions administratives. Pourtant, malgré ces vivantes leçons, nous n'avons pas assisté au triomphe définitif du libéralisme économique, dont tant de faits précis semblaient démontrer la vérité. Partout en Europe, les doctrines contraires, nationalisme économique et interventionisme, sont en grande faveur. Dans bien des pays l'Etat se fait plus envahissant.

Si l'on veut découvrir les causes de cette évolution et les raisons qui expliquent que le libéralisme ne se soit pas imposé, il est nécessaire de remonter jusqu'aux idées philosophiques qui forment la base des systèmes en présence. Le monde n'est pas composé que de matières inorganiques, ayant entre elles des rapports invariables. Il comprend aussi des êtres vivants, les hommes, qui le transforment dans la limite de leurs forces, et suivant les données de leur intelligence. Les systèmes politiques, n'ayant d'action que par leur intermédiaire, ont une efficacité d'autant plus grande qu'ils correspondent à une notion plus exacte de l'âme humaine. Montchrétien avait bien raison de citer le vieux proverbe français : « Il n'y a jamais d'assurance à lier à l'entour de son doigt « l'herbe que l'on ne connoist point (1). »

Le système d'Adam Smith, qui a introduit des changements si radicaux dans la science économique, n'était pas un phénomène isolé dans l'histoire du XVIII^e siècle. On a généralement tendance à considérer Adam Smith comme un pessimiste et, de fait, il a puissamment décrit l'influence des

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 193.

considérations égoïstes sur la production et la circulation des richesses. Pourtant, s'il envisageait de façon réaliste certains aspects de la vie sociale et s'il n'avait pas d'illusions sur les talents pratiques de l'Etat, il lui arrivait tout de même de montrer un optimisme réel. La vérité est que sa psychologie était beaucoup moins pessimiste que celle de ses devanciers les partisans du système mercantile, pour qui le commun des hommes était constitué d'êtres non seulement égoïstes, mais encore violents et bornés. Au contraire, comme les physiocrates, comme Jean-Jacques Rousseau, comme la plupart des grands écrivains et des grands savants de son époque, Adam Smith, et cela explique une partie de ses doctrines, croyait que la nature humaine contenait assez d'heureux penchants pour qu'on puisse donner moins d'importance que par le passé aux mesures de réglementation. A en juger par son argumentation, on aurait dit que l'homme n'était jamais guidé, ni par un ensemble de caprices et de fantaisies, ni par un esprit de lucre ou de rapines, mais qu'il avait un instinct très sûr de ses propres intérêts ou que du moins il pouvait être amené par l'éducation à les concevoir de façon intelligente. De là découlait l'idée de la concorde de l'intérêt général avec l'intérêt particulier bien entendu. De là résultait aussi la foi dans la liberté, dont l'application sage et progressive devait être le but des hommes d'Etat, parce qu'il y avait avantage à laisser les individus se diriger eux-mêmes.

D'ailleurs, l'intérêt personnel, si puissant dans l'ordre économique où l'on sent constamment l'aiguillon des néces-

sités pratiques, était, dans l'ordre moral, dominé par des mobiles plus nobles. La première phrase de la *Théorie des Sentiments Moraux* est significative à cet égard : « Quelque
« degré d'amour de soi qu'on puisse supposer chez l'homme,
« il y a évidemment dans sa nature un principe d'intérêt
« pour tout ce qui arrive aux autres qui lui rend leur bonheur
« nécessaire, alors même qu'il n'en tire que le plaisir d'en
« être le témoin. » (1)

Combattant avec vigueur la théorie de La Rochefoucauld sur l'amour-propre, Adam Smith s'attachait aussi à faire ressortir que l'homme est heureux du bonheur de ses semblables et qu'une nation gagne forcément à la richesse des autres nations qui sont ses clientes. Comme l'a dit Richelot, le traducteur de List, il voulait montrer la solidarité de tous dans la perte et dans le gain, dans la ruine et la prospérité. Il était le philosophe de la sympathie, et son idéal, en matière économique aussi bien qu'en morale, était l'harmonie universelle.

Parmi les écrivains de son école, au cours du XIX^e siècle, il en est quelques-uns qui, s'écartant fort loin de la doctrine du Maître, ont insisté sur les conséquences de cette conception relativement optimiste de la nature humaine, qui était la source de leur foi dans le progrès. Si l'homme est bon, à quoi sert-il de conserver, entre les peuples, des barrières qui ne s'expliqueraient que dressées contre des voisins sanguinaires ?

(1) *Théorie des Sentiments moraux*, traduction Baudrillart, p. 1. Dans son introduction, le traducteur a fait ressortir le caractère sentimental et idéaliste de la psychologie d'Adam Smith.

Si l'homme est bon, pourquoi ne pas le laisser travailler et prospérer à sa guise ? Pourquoi le maintenir en tutelle et restreindre son activité par un appareil complexe de lois et de règlements ? Dès qu'il sera dégagé de ses entraves, ne s'acheminera-t-il pas vers un état idéal, où il pourra développer à sa fantaisie les ressources combinées de son bon sens pratique, de son esprit d'invention et de son énergie individuelle ? Graduellement, lentement, par le plein exercice de ses facultés, l'homme deviendra plus parfait. Ses passions brutales feront place à une activité plus calculée, et la suppression des douanes sera le premier pas vers la disparition des frontières. Cobden avait ses raisons, lorsque, le 15 janvier 1846, dans son fameux discours de Manchester, il proclamait que la réforme du libre échange serait la plus importante de toutes les révolutions qui aient jamais eu lieu. Aux yeux de certains pionniers du libéralisme, le développement des échanges internationaux devait créer, entre tous les peuples, une solidarité commerciale et une communauté d'esprit capables d'écarter pour toujours le péril de la guerre. (1)

De nombreux disciples d'Adam Smith ont déduit de semblables conclusions de ses observations qu'ils exagéraient et déformaient. Le plus extrême d'entre eux est Norman Angell « conscientious objector » et auteur de la *Grande Illusion*; prenant ses arguments dans la *Richesse des Nations*, il soutenait que la guerre est toujours inutile et

(1) Cobden, *Speeches* Vol. 1, p. 360, cité par Cunningham, *Rise and Decline of the Free Trade Movement*, Oxford University Press., 1912, p. 180.

que les conquêtes ne laissent jamais de profit pour le vainqueur.

Avant lui, Th. Cooper avait défendu une thèse identique : il prétendait que les sociétés sont un agrégat de richesses individuelles et que le mot de nation est une entité inventée par les grammairiens. « Aucune guerre maritime, disait-il, « ne vaut ce qu'elle coûte ; que les commerçants se protègent « eux-mêmes. » (1)

Puis M. de Molinari, éloquemment réfuté par M. Charles Gide, avait énuméré ses espoirs de paix permanente dans un essai publié sous le titre de *Grandeur et Décadence de la Guerre* (2).

Nul n'a oublié la belle et trop sereine figure de Frédéric Passy, l'apôtre du pacifisme libéral, dont l'optimisme englobait à la fois l'avenir et le passé. « Le témoignage inaltérable des siècles, ne craignait-il pas d'écrire, affirme l'affranchissement continu de l'homme et l'amélioration graduelle de l'humanité par l'énergie individuelle et par la pensée morale » Ainsi il y avait un lien intime, un lien logique, entre le libéralisme et le pacifisme qui étaient tous deux les corollaires de la croyance au progrès. Libéraux et

(1) V. Th. Cooper. *Lectures on Political Economy*, 1826, pp. 1, 15 et suivantes et p. 127. Cité par Roscher, *Principes d'Économie Politique*, édition Wolowski, 1857. T. 1, pp. 23 et 24.

(2) De Molinari. *Grandeur et Décadence de la Guerre*, 1897. A propos de ce livre, M. Gide a montré en quelques lignes que la guerre existerait toujours parce qu'elle est la manifestation de passions irréductibles. V. *Revue d'Économie Politique*, p. 784, année 1898.

pacifistes prédisaient à l'univers l'avènement d'une ère nouvelle, qui serait une ère de paix et de fraternité autant qu'une ère de liberté.

Les événements parurent quelque peu justifier leurs prophéties, jusqu'au jour où les Allemands et leurs complices, par leur agression soudaine, se chargèrent de révéler au monde qu'il y avait des barbares et qu'il y en aurait peut-être toujours.

Les Allemands ont profondément bouleversé les réalités qui nous étaient habituelles. Ils nous ont incité à une révision méthodique de toutes les idées dont les pays d'Occident se berçaient avant le déchaînement des ambitions germaniques. Ils nous ont conduit à nous demander si l'humanité est universellement orientée vers le progrès pacifique, ainsi que l'ont prétendu, en même temps que certains écrivains libéraux, tous ceux qui croyaient la nature humaine essentiellement bonne et perfectible.

Dans son recueil de discours sur la *Guerre Européenne*, l'illustre historien de la civilisation romaine, M. Guglielmo Ferrero, a posé cette question et il en a montré l'importance avec une éloquence de grand orateur latin. Il a rappelé que jusqu'au XVIII^e siècle, toutes les civilisations s'étaient défiées de l'homme et s'étaient préoccupées de mettre un frein à ses instincts mauvais. Cela explique l'opposition profonde qui existe entre la politique des idéologues du XVIII^e siècle et les politiques antérieures.

Les affirmations de M. Ferrero se vérifient à merveille chez Montchrétien, qui, en son *Traicté de l'Æconomie Poli-*

tique, a synthétisé la philosophie du xvi^e et du xvii^e siècles. Dès ses premières pages, Montchrétien évoquait « la transgression de nos premiers parens » et l'antique théorie du péché originel, dont la guerre a mis en pleine lumière la justesse psychologique. Il soulignait que le besoin de nous former en société résulte de notre faiblesse, tout comme la division du travail ou « multiplicité des arts » (1).

« L'indigence qui nous travaille vient de nostre imperfection, nostre imperfection de nostre vice, et de nostre vice cette peine qui nous astraint à vivre en travail d'esprit et sueur de corps. » (2). Il ne perd ni son temps ni son encre à composer des développements lyriques sur le cœur compatissant de ses semblables, mais il décrit leurs défauts et signale toujours, lorsqu'il en a l'occasion, les fraudes et les cupidités qui peuvent être une source de violences et d'abus. « Les hommes sont hommes » (3), dit-il, vérité dont

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 40 et p. 16.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 16.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 116. Un passage de Montchrétien montre bien son état d'esprit :

« Pensons-nous que nos prédecesseurs ayent seulement augmenté, « enrichi, décoré leur republique par armes ? Non, il y a d'autres choses « qui les ont faits grands, que nous n'avons point. Ils estoient en leur « particulier industrieux et occupez à choses bonnes. Ils disoient leur advis « librement, et soignoient curieusement du public. Le bien de l'Estat « estoit leur seul parti. Ils aimoient la temperance, la continence et l'es- « pargne : nous, au contraire, la paillardise, le luxe et la vanité. Nous loüons « les richesses et ne voulons pas travailler pour les acquerir. Il n'y a quasi « parmi nous nulles difference entre les bons et les meschans. L'avarice « et l'ambition possèdent tous les loyers de la vertu. L'estat de la repu- « blique, lequel ne scauroit jamais estre plus confus que nous le voyons,

la simplicité fait sourire, mais qu'on a plus d'une fois ignorée, depuis Jean-Jacques Rousseau.

Dégagé de tout optimisme systématique, Montchrétien remarque que tout ce que nous voyons est sujet à mutation, donc à corruption et à ruine (1). Il ajoute que le naturel des choses humaines s'en va « en continuel precipice, de bien « en mal et de mal en pis ». Souvent il compare les nations à des corps vivants, qu'il faut préserver des perclusions et de la gangrène et où beaucoup de vicieuses humeurs (2) s'amassent si l'on n'y prend garde.

Il reconnaît la puissance de l'intérêt personnel : « Chacun, comme l'on dit entre nous, cherche son bon marché. » « Tant de tracas, tant de labeurs, de tant d'hommes n'ont d'autre but que le gain. » (3)

Mais sa philosophie de l'histoire, comme sa psychologie, diffère grandement de celle des libéraux. Aussi y a-t-il un violent contraste entre ses idées et les leurs, tant sur la méthode de l'économie politique, que sur son objet et sur ses rapports avec les autres sciences morales. Il ne songe pas à

« est dénué du support des plus puissans, abandonné de l'assistance des
« plus sages, delaissé des vœux de tout le monde. Chacun avise à son profit
« particulier, sans faire estat ni recherche de l'utilité publique, demeure
« chez soy à se donner du bon temps ou tasche, estant appelé aux charges,
« d'emplir sa bourse à mesme l'autrui. Antropophages que nous sommes !
« nous faisons gloire de nous entremanger ; nous ne tondons pas les bre-
« bis, nous les escorchons ; bien que ce soit naturellement le propre des
« bestes de s'entremalfaire, non des hommes. » pp. 243 et 244.

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 16.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 120.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 39

faire de la science des richesses une science formée comme les mathématiques d'une série de déductions. Comment l'eût-il fait, puisqu'il ne considère pas l'homme comme un être naturellement perfectible, dont les variations peuvent être négligées pour la commodité de l'étude ? Adam Smith, nous en verrons des exemples, raisonne avec une logique imperturbable, comme si l'homme avait toujours une froide conscience de son propre intérêt. Montchrétien, au contraire, tient compte des erreurs et des préjugés qui troublent incontestablement les efforts économiques et les modifient. « La « meilleure prise qu'on puisse avoir sur les hommes, re-
« marque-t-il, c'est de connoître les inclinations, les mouve-
« ments, les passions et les habitudes. » (1).

Comme Montesquieu, comme tous les mercantilistes, comme Frédéric List et comme M. Cauwès, il se sert d'une méthode fondée sur l'histoire, sur l'expérience et sur la comparaison. Confrontant entre elles les données des différentes sciences et les leçons des époques successives, il s'attache aux correspondances et aux analogies, sources d'observations neuves pour les savants comme pour les poètes. Les raisonnements logiques ne font que confirmer chez lui les enseignements des faits.

Adam Smith expose avec sérénité les lois de l'économie politique et croit que leur application pure et simple sera presque aussi facile que celle des lois physiques. Il conçoit cette science qu'il a créée comme une sorte d'hygiène, dont

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 192.

la mise en pratique doit rendre tous les remèdes inutiles en supprimant les maux qu'ils avaient pour objet de guérir. N'ayant pas de telles illusions et sachant qu'il y a des plaies urgentes à panser, Montchrétien traite de la politique économique dont il fait une thérapeutique, c'est-à-dire un art plutôt qu'une science.

Parce qu'à ses yeux les bons instincts sont un facteur puissant de cohésion et d'harmonie, Adam Smith veut réduire au minimum l'action de l'Etat et conçoit la société comme une machine se réglant d'elle-même et dont les pouvoirs publics n'ont qu'à surveiller les rouages. Plus sceptique, Montchrétien remarque que « des corps humains sont en diverses façons susceptibles de contagions. La peste y entre par plusieurs voyes » (1). Le bon médecin discerne la nature du venin et sa force et il reconnaît la partie atteinte, avant de la soigner. Il en est des nations comme des corps vivants ; une bonne administration doit veiller sur tous leurs membres, de peur que l'un d'eux ne s'atrophie et ne s'amenuise (2). Sans l'aide du pouvoir, les peuples ne peuvent s'engager d'eux-mêmes dans la voie du progrès automatique, sur cette grande route si bien macadamisée dont Cobden et Bastiat ont été les annonciateurs souriants.

D'ailleurs — et cela explique toute sa doctrine — Montchrétien ne croit pas au progrès automatique et il regrette que les législateurs antiques aient négligé la réglementation

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 148.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 18.

des métiers, à cause « d'une certaine opinion anticipée qu'ils « avoient que la nécessité commune y suppleroit suffisamment. » (1) . Mais, à défaut d'une harmonie naturelle et préétablie, il a foi dans un équilibre artificiel, basé sur l'ordre et sur l'autorité.

Avec tous ses contemporains, il est rigoureusement interventionniste. « Le principal point de la police de l'Etat, « écrit-il, gist au reglement des diverses vacations de ses « hommes, et en la société humaine l'ordre naissant de là « est comme le principe de sa vie. » (2).

L'immixtion du gouvernement dans les affaires n'est pas un expédient exceptionnel, c'est une nécessité de tous les instants : « Une cité peut bien subsister sans murailles, mais « non sans loix. » (3)

Le roi doit d'abord tenir la main à l'exécution des mesures anciennes, que ceux qu'elles gênent s'évertuent à tourner. Pour le plus grand bien du royaume, il doit remettre en vigueur tout un système de vieilles ordonnances françaises, tombées en désuétude et oubliées de tous. Là ne doit point se borner son rôle, car la nature des choses est glissante à merveille et les plus sages mesures, au milieu des vicissitudes humaines, ne sont valables que pour un temps. Il faut des moyens inédits pour réprimer des abus nouveaux et Solon

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 15.

(2) Ed. Funck-Brentano, pp. 15 et 16.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 365.

a agi avec la plus grande prudence lorsqu'il a limité à cent ans la durée d'application de son code (1).

Ayant, à l'instar de Montaigne, le sens de l'ondoyant et du divers, Montchrétien ne pense pas qu'il y ait une panacée universelle ni à plus forte raison que cette panacée puisse être la liberté.

La liberté, en disciple de Jean Bodin et des penseurs de la Renaissance, il la révère et il l'admire, mais comme un idéal lointain dont il faut se rapprocher à moins d'indication contraire. Elle n'est point pour lui la négation de l'autorité publique, elle est la négation du despotisme et du servage.

« De vray, dit-il, la France a ceste gloire incommunicable
« à tout autre pays que chez elle est establi de toute anti-
« quité le vray domicile de la liberté ; que l'esclavage n'y
« trouve point de lieu; que le serf mesme d'un estrange est
« affranchi si tost qu'il y a mis le pied. » (2)

Mais une liberté trop complète anéantirait la plus sacrée des libertés, celle de l'Etat.

« La France est terre franche et la négociation y est
« pareillement libre. Mais ce doit estre aux siens proprement
« et particulièrement. Ou bien, si tout le monde y peut tout,
« elle est serve, elle est esclave de tout le monde. » (3)

Comme Elisabeth et comme Cromwell, comme Henri IV et comme Sully, comme Richelieu et comme Colbert, il juge

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 119 et 120.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 26.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 152.

qu'une tutelle est indispensable, même pour les peuples civilisés et il ne désire pas laisser aux seules colonies lointaines le bénéfice d'un Gouvernement fort. Après l'expérience de la guerre européenne, nous sommes bien forcés d'être un peu de son avis. Même si nous admettions que le système libéral de l'école classique soit plus favorable que tous les autres à la production des richesses, il ne s'ensuivrait pas qu'il faille l'adopter toujours. La mise en pratique de la liberté doit avoir des limites temporaires, car les sociétés, ainsi que Montchrétien et ses contemporains l'ont très bien vu, ont des maladies au cours desquelles on ne peut laisser faire la nature. Quand un organisme est sain, une bonne hygiène peut suffire ; lorsqu'il est malade, il est utile d'avoir recours à des médications et même à des interventions chirurgicales. En Economie Politique, autant qu'en sociologie, la distinction entre les situations normales et les situations pathologiques, est d'une importance extrême. Aux époques d'abondance, il est possible que le jeu de la libre concurrence fasse cesser lentement toutes les crises et rétablisse les harmonies décrites par Bastiat. En temps de disette, lorsqu'une population manque des denrées les plus courantes, la concurrence n'existe pas et on ne peut compter sur elle pour suppléer à l'action du Gouvernement. Il faut bien que les pouvoirs publics interviennent par des restrictions, des rationnements, des taxations ou des primes à la production. Palliatifs de guérisseurs, remèdes de bonne femme, dira-t-on ; mais il arrive que des rebouteux réduisent des fractures et nous verrons plus tard qu'Adam Smith lui-même, plus souple d'intelligence que ses

disciples de l'école optimiste, a approuvé certaines mesures qui paraissaient contraires en principe au système de la liberté.

Les historiens ont décrit la politique obsidionale, politique d'un caractère exceptionnel, qu'ont pratiquée de tous temps les villes assiégées. Pour juger sainement des choses du passé, nous devons nous souvenir qu'il y a eu des périodes entières de l'histoire où des peuples ont manqué de blé comme les Parisiens en 1871. Il n'est pas étonnant qu'en pareil cas un interventionnisme rigoureux se soit imposé.

D'ailleurs, la liberté doit avoir aussi des limites permanentes, car l'abondance des ressources matérielles n'est pas le seul bien désirable et les considérations économiques doivent être dominées souvent par des considérations d'ordre moral ou politique. Pour la commodité de l'étude, il est possible de faire de la science des richesses une science distincte des autres sciences sociales, mais il n'est pas bon d'appliquer ses enseignements *ex cathedra*, sans tenir compte des multiples points de vue auxquels il y a lieu de se placer dans la vie réelle. La nature humaine — nous avons vu depuis 1914 sous quel jour elle pouvait paraître — n'est point si parfaite qu'on puisse faire abstraction de la morale, en laissant libre cours à des commerces nocifs ou à des spéculations éhontées. Et les économistes auraient tort d'oublier que suivant la maxime de Montchrétien: « On ne sçauroit diviser l'œconomie de la police », c'est-à-dire de la Politique (1).

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 31.

CHAPITRE II

LA DÉFENSE ET L'OPULENCE

L'économie politique à l'époque de ses débuts devait être, tout naturellement, une économie nationale. La nation n'est-elle pas la plus grande, la souveraine unité politique ? Au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècles, les grands Etats Européens, France, Espagne, Angleterre, dont l'unité restait récente, venaient d'entrer dans une période d'opiniâtre rivalité.

Les princes de ce temps, qui croyaient utile de surveiller étroitement leurs sujets, ne se reposaient pas, à plus forte raison, sur les intentions des monarchies voisines. Pour s'assurer de l'avenir, chaque nation aspirait à dominer ses rivales, à les neutraliser, à paralyser leurs efforts et à ruiner ce qui faisait leur puissance. L'important n'était pas l'aisance et le bien-être, c'était la suprématie politique, qui seule pouvait affranchir les peuples de tout danger. Il n'y avait

point de place pour les utopies pacifistes et les esprits éclairés saisissaient, dans sa force impérieuse, la vérité de la maxime romaine, citée dans le *Traicté de l'Economie Politique* : « Le salut du peuple est la suprême loy » (1).

Ne se préoccupant guère de la société en général, Montchrétien s'intéresse par dessus tout à sa patrie. La tâche qu'il assigne aux gouvernements est d'assurer tout à la fois « la gloire, l'augmentation et l'enrichissement » de leur Etat (2). Il fait passer la grandeur morale et territoriale de la France avant sa prospérité économique.

Une fois de plus, l'opposition de ses idées avec celles d'Adam Smith est frappante. L'économiste écossais se préoccupera de la richesse universelle, parce qu'il jugera qu'elle doit rejaillir heureusement sur le bien-être de chaque pays, de chaque province, de chaque ville. Il dissociera pour longtemps la force de la richesse. En théorie, il admettra bien que la défense importe plus que l'opulence ; il fera même l'éloge de certaines mesures utiles à la sûreté de l'Angleterre, bien que les estimant préjudiciables au développement du commerce britannique. Mais, pratiquement, il n'admettra ces mesures qu'à titre de tempéraments à son système et d'expédients temporaires, susceptibles seulement d'une application restreinte. Si on peut à la rigueur protéger par des droits de douane les industries nécessaires à la défense natio-

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 120,

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 11.

nale, ce n'est point une raison pour oublier que toute politique économique doit être basée sur la liberté.

Montchrétien, au contraire, ne voit pas d'opposition entre la force et la richesse de sa patrie, qu'il considère comme indissolublement liées et qui forment toujours le double but, le but convergent de tous les actes qu'il préconise.

A l'époque où il vivait, un grand fait dominait la situation matérielle et la vie intellectuelle des peuples. C'était la guerre, mal endémique, permanent, répété, dont les traces ne s'effaçaient qu'avec patience et longueur de temps. Jusqu'en 1598, la France n'avait connu que de rares périodes heureuses : d'abord la fin du XIII^e siècle et le début du XIV^e, où nul conflit n'avait eu lieu ; puis la première moitié du XVI^e siècle, où jusqu'en 1560, les armées royales avaient reporté les hostilités en dehors du territoire français.

Dans l'intervalle, il y avait eu des conflits comme les guerres de religion, qui avaient été particulièrement terribles. Nicolas Froumenteau, l'auteur du *Secret des Finances*, a laissé un bilan, exagéré peut-être, mais significatif, des pertes subies par la France jusqu'en 1581 : nombre des occis : ecclésiastiques, 8760 ; gentilshommes, 32.950 ; soldats et habitants tués, Français, 656.000 ; étrangers, 32.600 ; soldats et habitants massacrés, 36.500 ; maisons détruites ou brûlées, 184.556 (1).

(1) *Le Secret des Finances*, in-12°, paru en 1581, sous la signature de Nicolas Froumenteau, pseudonyme d'un auteur inconnu. Cité par Pigeonneau, *Histoire du Commerce*, t. 2, p. 181.

Réparties sur un plus grand nombre d'années que celles d'aujourd'hui, les guerres d'autrefois causaient des ravages aussi grands. Elles jetaient dans un état d'anémie profonde les populations dont le territoire avait servi de champ de bataille. Absorbée par les nécessités militaires, la royauté était incapable de maintenir l'ordre. L'agriculture avait été ruinée par les exactions des hommes d'armes et le commerce avait été paralysé par l'insécurité des routes. Les terres étaient en friche, le blé manquait, les stocks de toutes sortes étaient anéantis, les gens du peuple étaient décimés par la famine.

Montchrétien n'ignore pas ces calamités ; il se les exagère plutôt, puisqu'il évalue au chiffre fantastique de douze millions d'hommes les pertes faites par la France en existences humaines, pendant les guerres civiles. Ailleurs, il s'écrie :

Quel ne serait pas notre étonnement « si nous pouvions
« faire estat des sommes innumerables qui ont esté attirées
« de par tout en ce royaume par la seule abondance de sa
« fertilité et consommées par nos désordres et guerres civiles.
« Les curieux qui, par une exacte recherche, ont fait la sup-
« putation des deniers levez depuis l'advenement à la cou-
« ronne du roy Henry II jusques au dernier de décembre 1580
« du regne de Henry III, ont couché pour somme universelle
« des milliars en nombre plus que parfait.

« Si l'on adjouste à cela les voleries, les rançonnemens
« des soldats, les contributions, les passages, les allées et
« venuës de la gendarmerie, si fréquentes en tous ces temps,

« l'esprit se perdra dans la seule pensée de tant de richesse
« perdue, dissipée et comme écoulée. » (1)

Au reste, les hostilités n'étaient complètement terminées que sur le territoire métropolitain. Dans les colonies, les aventuriers espagnols et anglais se livraient parfois à de véritables actes de guerre contre les Français, en dépit des traités intervenus entre les puissances.

Aussi Montchrétien s'efforce-t-il bien plus encore de donner à son pays une solide armature que d'augmenter le bien-être des populations. Il sait que la force des armements et l'ordre intérieur peuvent seuls mettre la nation à l'abri des guerres civiles ou des invasions. C'est pourquoi les questions militaires tiendront dans son œuvre une grande place.

Mais si Montchrétien s'inquiète de la défense nationale beaucoup plus qu'Adam Smith, il s'intéresse aux questions purement économiques bien plus que ses contemporains. Le progrès était retardé au ^{xvii}e siècle par de vieux préjugés qui avaient survécu au régime féodal et dont nous souffrons encore aujourd'hui. La société d'alors, foncièrement aristocrate, avait à l'égard du commerce un double sentiment d'hostilité, fait de dédain et de jalousie. Gens d'épée et gens de robe méprisaient les gens de boutique et les gens de boutique, se méprisant eux-mêmes, aspiraient comme M. Jourdain à sortir de leur classe pour vivre noblement.

Une des principales préoccupations de notre auteur, nous

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 242.

la retrouverons constamment au cours de cette étude, sera de réagir contre cet état d'esprit.

« Toute société, pour en parler généralement, semble « estre composée de gouvernement et de commerce », écrit Montchrétien, se faisant le précurseur de Saint-Simon (1).

Mais si le commerce, si la richesse de sa patrie lui tiennent à cœur, c'est parce qu'ils sont un des éléments de sa puissance, les nations les plus prospères disposant de réserves plus fortes au moment du danger : « Il est impossible de faire la guerre sans hommes, d'entretenir des hommes sans solde, de fournir à leurs soldes sans tributs, de lever des tributs sans commerce. Aussi l'exercice du trafic qui fait une grande part de l'action politique s'est toujours pratiqué entre tous les peuples qui ont été fleurissants de gloire et de puissance, et maintenant plus diligemment que jamais par ceux qui cherchent leur force et agrandissement... » (2)

Ainsi, la prospérité d'un pays accroît sa force, comme sa force est la condition même de sa prospérité. Toutes les richesses ne sont pas également désirables, et la politique économique doit tendre à développer surtout celles qui contribuent à la puissance de l'Etat. D'autre part, si l'on envisage le point de vue de la sécurité, la richesse absolue importe moins à une nation que la richesse relative. Les mercantilistes voudront que l'abondance des biens règne dans leur patrie, mais ils se réjouiront par dessus tout de sa supériorité sur les pays voisins qui peuvent devenir des pays ennemis.

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 137.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 142.

CHAPITRE III

LE SYSTÈME PATRONAL ET LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

Comme l'a exposé l'éditeur du *Traicté de l'Æconomie Politique*, M. Th. Funck-Brentano, la société de l'ancien Régime était basée sur un ensemble de devoirs réciproques, d'après lesquels le suzerain devait protection à son vassal et le vassal devait obéissance à son suzerain. C'est ainsi que les rapports des seigneurs avec leurs protégés étaient réglés par un ensemble de sentiments, de traditions et de coutumes fort semblables à celles qui unissaient dans la Rome primitive les clients et leurs patrons.

De là le terme d'organisation patronale, employé par M. Funck-Brentano pour caractériser les usages sur lesquels était fondé tout le droit public de l'ancienne monarchie.

Comme les autres suzerains, le roi devait son aide à ses vassaux, qui étaient ses sujets : « Sire, comme vous avez

beaucoup reçu, vous devez beaucoup donner (1), » écrit Montchrétien en s'adressant à Louis XIII, à qui il ne manque pas de rappeler que la grandeur de ses devoirs est proportionnée à celle de ses prérogatives. Le vieil économiste est éminemment spiritualiste et il estime que la force de résistance et la richesse d'une nation dépendent de la façon dont ceux qui la composent entendent et respectent leurs obligations mutuelles. « Les hommes, dit-il, se maintiennent en leur société unis et joints qu'ils sont par une chaîne d'affection commune, et par ce nœud gordien de respect au bien public dont la dissolution ne peut se faire que par l'espée (2). »

« L'affection des sujets envers leur prince, ajoute-t-il, « le rend invincible envers et contre tous. Ce ne sont ni les « armées ni les monceaux d'or qui conservent les royaumes, « mais les sujets fideles que l'on ne saurait forcer par con-
« trainte, ni destourner de leur devoir par violence (3). »

Le roi a donc un avantage moral à se ménager la gratitude de ses sujets : « Comme c'est le plus grand art des « Princes que de sçavoir faire profiter les peuples, rien aussi « ne leur apporte plus d'obeissance, plus de reverence, plus « de benediction (4). » On en a vu un exemple en Angleterre où la reine Elisabeth fut à cette occasion aimée et presque adorée par son peuple, parce que l'introduction de manu-

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 335.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 22.

(3) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 243.

(4) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 100.

factures nouvelles était due principalement à son soin et à sa diligence.

Montchrétien adjure Louis XIII et Marie de Médicis, représentants falots de la Royauté, d'adopter eux aussi une politique favorable au développement du travail national. Il les supplie de ramener les yeux sur leur pauvre peuple afin de les induire « à r'ouvrir les sources de son gain, dont les « ruisseaux tarissent peu à peu et bien tost demoureront à « sec, à remettre le travail de ce Royaume en credit, à relé- « guer l'oysiveté chez les Estrangers, bref à donner occasion « à tous de se contenter, de se plaindre à nul, si ce n'est de « soy-mesme (1). »

« Les vacations privées, écrit-il encore, font la publique. « La maison est premier que la cité, la ville que la province ; « la province que le royaume. Ainsi l'art politic dépend « mediatement de l'oeconomic ; et, comme il en tient beau- « coup de conformité, il doit pareillement emprunter son « exemple. Car le bon gouvernement domestic, à le bien « prendre, est un patron et modelle du public (2). »

Le gouvernement interviendra donc toutes les fois qu'il sera utile, comme un particulier veillant sur son patrimoine. Ainsi que nous le verrons au cours des chapitres suivants, il réglementera le commerce et l'industrie, il les encouragera, il les protégera contre la concurrence étrangère, il accroîtra la richesse nationale par tous les moyens possibles. Puis il

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 48.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 17.

devra envisager un plan de réformes politiques, qui compléteront les mesures économiques proprement dites et seront même la condition de leur succès.

Montchrétien a pour ambition d'arriver à une transformation complète de la société. Il ne négligera pas l'agriculture, art « excellent sur tous », art « saint et sacré », art « inviolable », et qui doit être estimé, suivant l'opinion d'Aristote et de Caton, « le commencement de toutes facultez et richesses. (1) »

Ailleurs, il écrit, en s'adressant comme toujours au roi : « On peut dire que les laboureurs sont les pieds de l'Estat ; « car ils le soutiennent et portent tout le faix du corps.. « Vous en devez donc prendre un soin tres-particulier. C'est « par eux que vous soudoyez vos armées, que vous payez « vos garnisons, que vous munissez vos places, que vous « remplissez vostre espargne. C'est par eux que vostre « Noblesse vit et que vos villes sont nourries (2). »

Ainsi, l'agriculture est à la source de toute richesse, et elle est même plus nécessaire à la vie humaine que l'industrie (3). Par malheur, elle est négligée comme elle et peut-être davantage, par la société de l'époque : « Du temps « de nos pères, les plus gens de bien, nostre noblesse mesme, « vivoit toute aux champs, avec autant de contentement « que de repos d'esprit. Depuis que les villes ont esté frequen- « tées, la malice s'est accrue, l'oysiveté s'est formée, le luxe

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, pp. 40 et 41.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 43.

(3) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 45.

« s'est nourri, la faineantise a pris vogue. Entre nous maintenant, comme entre les Thespiens, c'est honte de manier la terre. Qui peut avoir changé la nature des choses? Est-ce la raison ou l'opinion? Est-ce la vertu ou le vice?... »

Pourtant la France surpasse les autres pays par l'importance de son agriculture. « Plus d'hommes encor s'emploieront en ce louable travail, au grand bien et profit de ce royaume, si la plupart, conviez d'un honneur faux ou vain et d'un gain bien souvent illegitime, ne se jéttoient, comme en une rade assurée, a couvert des tempestes et des orages, entre les bras des charges publiques, desquelles l'exercice superflu et ruineux cessant, ils seroyent contrains de se remettre à faire valoir leurs propres terres, maintenant commises à des fermiers, à des mercenaires ou a des valets qui sont plus attentifs à les espuyser de valeur et de graisse qu'à les bien façonner et amender. De vray, nos paysans ont beaucoup degeneré et de jour en jour deviennent pires ; nos terres, pareillement, semblent s'en ressentir, mais c'est nostre faute. Elles nous oublient comme nous les avons oubliées... Qu'on n'en accuse point l'intemperature des saisons et la malignité des astres, encor que possible ils les veillent venger ; *la cause plus proche de leur infertilité c'est la pauvreté des laboureurs. Combien peu y en a il qui les possèdent en propre?* Et leur travail se faisant tout pour autrui, perdent-ils pas le soin et l'envie de le bien faire (1)? »

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, pp. 41 et 42.

Voilà donc énoncé le grand mal dont la monarchie absolue souffrira jusqu'à la Révolution. Henri IV et Sully, les derniers, ont tenté de rendre à la noblesse sa fonction primitive, qui est de défendre la terre de France, et de prendre soin de sa mise en valeur. Après eux, Montchrétien a lancé un appel désespéré en faveur du retour aux champs.

Le paysan, au ^{xvii}^e siècle, vivait sous une règle de fer, dont l'existence était autrement certaine que celle de la loi d'airain de Karl Marx. Il payait toutes les dépenses de la cour, et les malversations des « partisans ». Il était la proie des spéculateurs, des usuriers, et de tous les régisseurs de propriétés, dont la cupidité inexorable venait s'ajouter aux exigences de ceux qui possédaient les terres.

Il avait à subvenir en outre, pour comble d'infortune, aux plaisirs du Roi et à l'entretien de ses armées. « Comme
« les humeurs coulent tousjours sur les parties les plus basses
« et les plus debiles, c'est tousjours le peuple qui souffre le
« plus de toutes ces charges (1). »

Les remèdes à apporter à cette situation dépendent du pouvoir royal. Le plus urgent est l'ordre dans les finances. Que le souverain rende plus claire la comptabilité publique, qu'il apure les vieilles dettes du domaine. Par ce moyen, lui dit-il, vous supprimez « une fourmilliere de harpies de
« vos finances, un esquadron de sang-sues de vostre peuple,
« qui de simples piliers de boutique deviennent seigneurs...
« et ... sans autre suffisance que de sçavoir bien dérober...

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 43.

« vivent à la reale a mesme le vostre et s'engraissent de
« la mouelle de vos subjects... Choisissez gens qui vous
« servent bien, sans tant de façon... Abolissés toutes finesses
« et déguizemens, couvertures d'exactions et de pilleries !
« payez bien et vous faites bien payer (1). »

C'est une tâche difficile que de réprimer tous les abus, même ceux qui sont soigneusement cachés. Ce contrôle exige une connaissance approfondie des ressources du royaume. Montchrétien s'en rend compte. Au début de son chapitre sur l'*Exemple et les soins principaux du Prince*, il cite « ce
« beau mot connoy toy mesme, gravé en lettres d'or au
« temple d'Apolo Pithique en Delphes (2). »

Il lui semble être nécessaire « que chacun donne son
« bien par declaration et fasse connoistre quel est son re-
« venu (3). » Ce n'est pas là une mesure révolutionnaire, car il lui trouve des précédents, notamment dans une ordonnance rendue pour la Provence en 1411 et dans un édit de 1534.

Il reconnaît que l'on peut faire une objection : « Tout
« ce que l'on peut mettre en avant..., dit-il, c'est qu'il est
« trop dur de faire connoistre la pauvreté des uns, et que
« l'on exposerait trop à l'envie la richesse des autres (4). »

Mais les avantages de la mesure qu'il propose sont trop

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, pp. 359 et 360.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 335.

(3) Ed. Th. Funck-Brentano, pp. 345 et 346.

(4) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 347.

grands pour ne pas l'emporter. « Vous n'avez, Sire, aucun
« meilleur moyen de pourvoir aux justes doléances des
« pauvres contre les riches, lesquelles, comme les plus fortes
« parties du corps, se déchargent toujours sur les plus foibles,
« font porter leurs propres fardeaux à ceux qui desjà suc-
« combent d'ailleurs. Vous pouvez par là faire cesser toutes
« rumeurs, apaiser tous murmures, assoupir tous mou-
« vements (1)... »

Après avoir réparti plus équitablement les impôts entre les vrais pauvres et les vrais riches, le Prince veillera à ce que les revenus du royaume soient appliqués aux fins pour lesquelles ils ont été levés. Comme les Hollandais ont su le faire, il développera les institutions d'assistance grâce à des prélèvements sur ses ressources, accrues par une bonne gestion.

Mais surtout il se souviendra toujours que les deniers publics sont « autant du pur sang de son peuple, qui ne
« merite estre employé qu'aux choses bonnes, utiles et hon-
« nestes » (2). Nous arrivons ainsi à un point capital :

« Il n'est rien si royal que de donner ; et pourtant devez
« vous bien garder que la source de vos liberalitez ne tarisse
« jamais, afin de le pouvoir tousjours faire. Mais donner
« avec jugement et à qui le merite, c'est la science particuliere
« des grands et habiles princes... En un grand Estat, comme

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 346.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 357.

« est celui que vous avez à gouverner, il sembleroit estre
« tres-utile et expedient que vous y fissiez tenir registre
« de vos dons (1). »

Si l'absentéisme a ruiné les campagnes, s'il a ôté aux paysans le moyen même d'acheter de bonnes semences et de bons outils, s'il leur a retiré jusqu'à la force de cultiver la terre, n'est-ce pas pour une grande part à cause des prodigalités du roi? Ce sont les pensions et les gratifications inutiles qui ont attiré tant de gens vers Paris et qui ont alimenté le luxe, « peste fatale et ruine publique des monarchies », le luxe, « avorton de la fausse gloire, auquel jamais rien ne
« couste trop, et duquel procedent ces depences excessives
« qui causent ordinairement la ruine des meilleures maisons
« et la pauvreté des plus illustres familles. A cause de luy
« ces mots de reproche, un tel porte un bois, un moulin,
« une préee dessus son dos (2) ».

Bien plus que les lois somptuaires, dont Montchrétien approuve du reste le principe (3), une prudente réduction des largesses royales eût détourné l'aristocratie française de l'état de servitude inutile et coûteuse où elle se trouvait confinée, elle l'eût ramenée vers la terre, et elle l'eût conduite à mieux connaître et à mieux ménager les sources primitives de sa richesse.

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 360.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 59.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 60.

Avant de juger les mercantilistes, comme Montchrétien et Colbert, il faut se demander si leur politique a été intégralement appliquée. On a fait un crime à Colbert de ses réglementations, mais lui a-t-on assez tenu compte de ses dégrèvements d'impôts et de ses efforts afin de rétablir la prospérité dans les finances en luttant, par exemple, contre les ordonnancements secrets de dépenses? Il ne faut pas oublier que, lorsque Colbert a voulu réprimer le luxe de Louis XIV, il s'est heurté toujours à un insurmontable obstacle. Comme Colbert, Montchrétien envisageait une transformation complète de la Société : « Faites, Sire, re-
« noistre comme un nouveau siècle d'ordres et de choses, (1), » écrivait-il. Il avait l'ambition de substituer aux errements anciens une organisation nouvelle, où chacun aurait la récompense de ses efforts, et où il n'y aurait plus que de justes inégalités.

Sa grande erreur, la grande illusion de son *Traité* est d'avoir eu trop de confiance dans les effets de l'intervention gouvernementale. S'il pense que le pouvoir va rester inerte, il s' imagine que tout va mal et que l'Etat marche à sa ruine. S'il envisage au contraire une politique d'intervention active, il suppose aussitôt que tous les abus vont cesser. Après avoir insisté sur le caractère faillible de l'homme, il assigne à l'autorité monarchique un programme au-dessus des forces humaines. Nul dictateur, quelque fût son génie, n'eût pu, comme Montchrétien le demande, provoquer une complète

(1) Ed. Funck-Brentano, p. .

métamorphose de l'état social, impliquant la suppression de tous les abus et le règne de la justice distributive, combinée avec le respect de la hiérarchie. Sous tous les régimes, et même sous les régimes collectivistes, les classes gouvernantes, qu'elles dussent leur influence à leur nombre, à leur naissance ou à leur richesse, ont exercé le pouvoir à leur profit et sans se soucier beaucoup de l'équité idéale.

CHAPITRE IV

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Les interventions du gouvernement en faveur du commerce et de l'industrie comprendront d'une part des mesures répressives tendant à supprimer les abus et de l'autre des mesures positives visant au développement des forces productives nationales. Nous les étudierons successivement.

En ce qui concerne les mesures répressives, Montchrétien attache une grande importance à la répression des fraudes sur la qualité des marchandises et il désire que les pouvoirs publics combattent ce qu'on appelle aujourd'hui la spéculation illicite.

« C'est aux directeurs de la police de donner ordre que
« les choses à vendre se vendent au plus juste prix, de tenir
« la main aux fraudes et monopoles ordinaires du trafic,
« d'empêcher les vices et corruptions des marchandises et

« de les repurger s'ils sont introduits, de conserver les droits
« du royaume et particulièrement de chaque ville. (1) »

Qu'il s'agisse de papier, d'étoffes, de parfums, d'instruments de travail, d'orfèvrerie ou de denrées alimentaires, notre auteur énumère avec soin les fraudes les plus répandues et en fait ressortir les inconvénients. « Toutes sortes de manufactures, remarque-t-il, ne sont plus de si longue durée. » Et il ajoute : « On n'a jamais bon marché de mauvaise marchandise. » (2)

Il décrit le trafic des mercantis qui parcourent les campagnes, accaparant les avoines et les vins : il montre « un
« tas de proviseurs de greniers qui ramassent tous les bleds
« d'un pays sans en vouloir accommoder le peuple », et il demande qu'on mette fin à ces abus par des amendes jointes à une stricte surveillance.

Le roi trouvera, parmi les édits de ses ancêtres, les plus belles lois du monde, « que les étrangers entendent avec
« autant d'admiration que d'estonnement de les voir si peu
« ou si mal pratiquées. » (3). Le tout sera de tenir la main à leur application.

La surveillance du commerce est nécessaire à la sauvegarde de la santé publique, lorsqu'il s'agit des supercheries sur les denrées alimentaires. Elle permet aussi de rendre la vie du peuple plus facile, en prévenant le retour des mono-

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 141.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 111.

(3) Ed. Th. Funck-Brentano, pp. 257 et 258.

poles, des accaparements et des manœuvres dolosives de toutes sortes. Enfin, elle a également pour but de faire respecter le bon renom du commerce, dont le magistrat doit fixer le « juste los » et l'équitable rémunération. Parce que les marchands sont « ordinairement plus attachez de leur propre convoitise que de l'affection du public, » parce que l'éclat jaunissant de l'or les éblouit quelquefois et les éloigne de l'équité, « il ne les faut pas à ceste occasion rejeter de la « République et du nombre des citoyens comme une espèce « d'ilotes. » (1)

Nous voyons réapparaître ici une des idées capitales de Montchrétien, qui tend de toutes ses forces à réprimer les préjugés courants contre le commerce et l'industrie, dont les mercantilistes apprécient tant l'activité féconde.

La richesse d'un pays, dira plus tard Adam Smith, dépend à la fois de la proportion du nombre de ses travailleurs au nombre de ses habitants, et de l'efficacité de leur travail. C'est aussi l'avis de l'auteur français qui, partisan comme toujours d'une politique d'action veut généraliser, le travail et le rendre obligatoire.

Il voudrait voir imiter en France ces maisons de correction ou « Werkhuis » où les Hollandais de son temps obligent au travail « les hommes débauchez, rebelles à leurs parens et faineans. » (2). Colbert en fera l'essai avec ses « Hospices Généraux », qui furent l'objet de si vives

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, pp. 140 et 141.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 107.

critiques de la part des historiens, et qui pourtant portaient d'une idée juste. Suivant l'expression de Montchrétien, ne vaut-il pas mieux dresser des ateliers que des roues et des potences ? (1).

Mais s'il est bon d'augmenter le nombre des travailleurs et si les mesures contre les vagabonds sont d'un utile exemple, il est autrement important d'améliorer le rendement des éléments les plus actifs de la population. Là encore, les Hollandais nous serviront de modèles. L'apprentissage, notamment est chez eux l'objet de soins particuliers, car ils ont fondé des écoles et des réfectoires où les enfants pauvres reçoivent une assistance efficace, pendant qu'ils apprennent un métier. La France aurait à gagner à implanter chez elle de semblables établissements.

Elle aurait intérêt aussi à veiller au strict maintien des anciennes ordonnances touchant les corporations. « Le plus
« royal exercice que peuvent prendre vos Majestez, dit ail-
« leurs Montchrétien, c'est de ramener à l'ordre ce qui s'en
« est détraqué, de régler et distinguer les arts tombez en une
« monstrueuse confusion... » (2)

Les corporations présentaient cette supériorité admirable de rendre obligatoire la division du travail et l'instruction professionnelle, sans laquelle ne pourrait exister la spécialisation, dont Montchrétien a fort bien analysé les avantages :
« En ce travail public divisé en tant d'arts et mestiers, on doit

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 60.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 30.

« principalement faire observer une chose à vos sujets, de
« ne le meslanger et diversifier point tant en une seule main.
« Les Alemans et les Flamans sont plus imitables, qui ne
« s'employent volontiers qu'à une besongne. Ainsi s'en
« acquitent-ils mieux, où nos François, voulans tout faire,
« sont contrains de faire mal. Cela leur est un grand em-
« peschement et divertissement du droit chemin, qui mène
« à la perfection d'une chose singulière. L'esprit se fait
« moindre, s'appliquant avec attention à divers subjects et
« ne peut avoir le temps ni la force de trouver ce qu'il
« cherche (et) ce qu'il y a de bon, quand il est detourné par
« nécessité ou curiosité. » (1)

Il a noté aussi les effets de la concurrence : « L'aemu-
« lation est en toutes choses un grand aiguillon à bien faire.
« Par elle, les hommes peuvent monter à la perfection de
« tous arts ». L'auteur dramatique qu'est Montchrétien a
observé que les chantres et comédiens « demeurent tous
« languissans, nonchalans et peu deliberez de monstrez ce
« qu'ils sçavent quand ils jouent seuls en une ville ». Vienne
quelqu'autre compagnie, au contraire, comme ils amé-
liorent, comme ils soignent et comme ils varient leur jeu
d'acteur et leurs décors ! (2)

Ces observations se rapprochent beaucoup de celles que
fera plus tard Adam Smith, mais les conclusions pratiques

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 38.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 37.

que notre économiste en tire sont opposées du tout au tout à celles qu'on trouve dans la *Richesse des Nations* :

« En matière de grandes actions, écrit-il, il faut que la main publique aide à la particulière. » Le Prince se doit de donner à ses sujets le moyen de se spécialiser. En même temps, il pourra stimuler leurs rivalités fécondes et les précipiter dans la lutte économique. Qu'il se garde bien de ne laisser d'autre loyer aux belles actions que la bonne conscience. Sans lui, les hommes d'initiative ne seraient que « diamants bruts », que « raisins cachez sous le pampre. »

« L'honneur nourrit les arts et les arts nourrissent les « hommes ». (1). Mais plus encore que des honneurs, il faut des privilèges et quelques encouragements matériels. Les Hollandais l'ont compris et pour leur plus grand bien :

« Si tost que quelqu'un d'entr'eux, reconnu pour homme « de labeur et de jugement, veut faire la preuve et l'esta-
« blissement d'une utile industrie, demandant pour cest effet
« aux Estats quelque place commode, il l'obtient quand et
« quand (aussitôt), sans que la longueur le face tomber en
« langueur ; quand et quand il a les privilèges raisonnables
« pour s'asseurer le fruit de son invention, et n'est jamais
« fraudé sous le gage de la foy publique. » (2).

Cette protection accordée aux inventeurs et aux fondateurs d'industries a eues les plus heureuses conséquences pour les Hollandais. Ne les voit-on pas, grâce au développement

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 121.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, pp. 118 et 119.

« s'en accomoder bien tost que de le faire en société comme des outils mécaniques, rendre la production plus facile et plus prompte, soulager infiniment le labeur des hommes, diminuer les frais de la besogne et grâce à l'abaissement de leurs prix de revient, accroître leurs exportations en France ?

La routine des maisons de médiocre importance ne satisfait pas Montchrétien ; partisan d'entreprises dotées de moyens puissants, il est étrangement moderne dans ses conceptions, et il comprend les avantages du machinisme et de la grande production. Lorsqu'il étudie les questions industrielles, il demande au Prince de permettre et d'encourager la création d'ateliers modèles, dont la direction serait confiée à des hommes d'une compétence reconnue et dont l'organisation novatrice serait sans nul doute imitée. Plus loin, il sollicite l'appui moral et matériel du gouvernement en faveur des Compagnies Commerciales :

« On ne sçauroit improuver, assure-t-il en effet, si, pour
« fournir vostre royaume des marchandises que l'on apporte
« de dehors, il vous plaisoit bailler de vostre argent à quelque
« compagnie de marchands, industrieux et fideles... comme
« il s'est fait entre les Venitiens, Portugais, Genoïs et quelques
« autres. » (1).

Le commerce du dehors donne de grands profits, mais il comporte des risques fort lourds et nécessite des ressources considérables : « ... il n'y a point de meilleure méthode pour

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 256.

« font les Hollandois... ; car un particulier, quelque opulent
« qu'il peust estre, ne le sçauroit longtemps soutenir tout
« seul... » (1). Et le « Traicté » décrit l'organisation de la
Compagnie Hollandaise des Indes-Orientales, qu'il propose
comme modèle et qui faisait à bon droit l'admiration des
contemporains. Au xvii^e siècle déjà, l'activité économique
ne peut se développer que par la concentration des capitaux,
profitable pour le commerce intérieur et les manufactures,
absolument indispensable pour le commerce maritime et la
construction des navires. Là encore, là surtout, la tâche du
roi sera de stimuler le progrès.

Suivant comme toujours l'exemple des Provinces-Unies,
il devra aménager des ports, « en faisant eslection d'un ou
deux. » Puis il pourra, si tel est son bon plaisir, faire cons-
truire « et armer quelques vaisseaux, non en si grand nombre,
« car douze ou quinze peuvent suffire d'où la discipline coule
« et s'insinue en tous les autres... » (2)

Et voici qu'après avoir cité si souvent les Hollandais,
Montchrétien invoque l'excellente pratique des rois d'Angle-
terre, qui encourageaient par des primes de « soixante et
six sols huict deniers par tonneau » la construction des
navires de plus de cent tonnes (3).

La flotte marchande de la France ne devrait point rester
au-dessous de celle de l'Angleterre, car la « voiture » —

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 252.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, pp. 308 et 311.

(3) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 311.

il veut parler des transports maritimes — est, pour se servir de son expression, un des plus importants points du gain. « Quiconque la peut attirer par devers soy se rend « tousjours le plus fort en matiere de trafic, le plus « nécessaire et facilement le plus riche » (1) » Cette observation, aujourd'hui surtout, n'a pas besoin d'être commentée.

La politique d'encouragement à l'activité nationale, que nous venons de décrire, n'était pas une innovation, car elle avait été, dans ses traits essentiels, appliquée par Henri IV.

« Nostre feu Roy d'immortelle memoire a fait connoistre « en beaucoup de subjects l'honorable passion qu'il avoit « d'embellir son royaume de toutes sortes d'artifices. Il a « receu volontiers ce qu'on luy a proposé à cette fin, l'a « favorisé d'avantageux privileges, et quelques fois a fourni « le principal nerf qui donne le mouvement... » Bien que ses tentatives aient réussi de façon inégale, Montchrétien ne les juge pas moins louables : « A qui tente beaucoup de choses « toutes ne peuvent pas reussir à souhait. » (2). L'inertie seule est vraiment blâmable et les interventions des gouvernements sont fécondes dans leur ensemble, quand elles ont pour but de multiplier les initiatives privées.

Le roi devra-t-il dépasser la mesure et se faire commerçant ? Après avoir vanté les bienfaits de la concurrence, Montchrétien se contredira-t-il en faisant l'apologie des mono-

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 249.

(2) Ed. Th. Funck-Brentano, p. 28.

poles d'Etat ? Non, car il les condamne après un mûr examen :

« Qui pourroit blasmer un prince, écrit-il, s'il [v]ouloit
« chercher le soulagement de son Estat par quelque grande
« negotiation? si, par son propre soin et labeur, il taschoit
« de trouver quelques moyens legitimes pour s'enrichir ? La
« fin fait approuver l'action... La seule necessité de l'Estat
« doit excuser en un prince ceste sorte d'acquérir de l'argent,
« d'autant que toute la contagion du vice, qui y pourroit
« estre, se consomme dans l'utilité publique. Il s'en peut
« mesme rendre louable, si par là il trouve moyen de dimi-
« nuer les impôts qu'il leve sur son peuple. Mais, *tout consi-
« deré, il vaut mieux que le prince tienne ses mains pures et
« nettes, pour eviter en tout qu'il ne vienne du trafic au mono-
« pole, comme ont fait quelques Roys de Naples, reduisans
« presque leurs sujets à l'extrême pauvreté* et que, pour faire
« le bon marchand, il n'oublie d'estre Roy. »

Montchrétien ne se dissimule pas l'incompétence radicale de l'Etat en matière de commerce et l'exprime en une formule frappante : « les monarques de France n'ont les mains que pour manier des sceptres. » Tout ce que l'on peut exiger d'eux, ajoute-t-il, c'est d'agir en faveur de la prospérité publique « par l'exhortation et commandement, par la manutention d'un bon ordre et par l'approbation du reglement requis. » (1).

Ces passages montrent bien que, malgré son apparent

(1) Ed. Th. Funck-Brentano, pp. 255 et 256.

archaïsme, ce contemporain de Sully, fait preuve en ce qui concerne la régie directe, d'une sagesse qu'on souhaiterait rencontrer chez beaucoup d'interventionnistes modernes. Les circonstances dans lesquelles il était placé expliquent toute sa politique d'encouragements à l'industrie. Les entreprises nouvelles, à cette époque, se heurtaient à des obstacles de toutes sortes ; la vente de leurs produits était empêchée par d'innombrables péages, qu'on ne pouvait supprimer d'un trait de plume, car certains d'entre eux étaient affermés et d'autres ne dépendaient pas de l'autorité royale. Il fallait de toute nécessité, à défaut de l'abolition de ces barrières, accorder aux manufactures des avantages compensateurs qu'on désignait alors sous le nom de privilèges. Le mot nous choque aujourd'hui et il éveille en nous l'idée de faveurs arbitraires. Mais souvent, il s'appliquait à des prérogatives normales et justes, qui sont devenues maintenant de droit commun : tel le monopole d'exploitation accordé aux inventeurs hollandais, pour leur permettre de tirer profit des procédés qu'ils ont découverts. Il serait donc abusif de blâmer les encouragements donnés par les mercantilistes au commerce et à l'industrie. Certains d'entre eux étaient indispensables, vu l'état social et la fiscalité de l'époque, et d'autres étaient si utiles qu'ils font aujourd'hui partie intégrante de toutes les législations, sans que personne s'avise de reconnaître leur origine.

Les mesures répressives et réglementaires qu'emploient les mercantilistes sont d'inspiration beaucoup moins heureuse. On ne saurait nier que dans leur ensemble, elles ne soient

contraires à une saine conception de l'Economie Politique. Montchrétien, en particulier, attache beaucoup trop d'importance aux prescriptions touchant la bonne qualité des produits manufacturés, et il semble ignorer que le public peut trouver son compte à l'achat d'objets bon marché, quoique fragiles. Ailleurs, il déplore l'existence des commissionnaires, il semble méconnaître les services qu'ils peuvent rendre, et il se borne à regretter la concurrence qu'ils font aux marchands. Enfin, il fait montre d'une grande présomption lorsque, tout en prévoyant les objections qu'on peut lui opposer au nom de la théorie quantitative de la monnaie, il se fait fort d'obtenir une baisse du coût de la vie par des mesures contre les manœuvres des spéculateurs.

En des périodes de crise, les gouvernements modernes imiteront les mercantilistes et se heurteront aux mêmes échecs prévus avec les lois sur la hausse illicite par exemple ; d'autres fois, surtout aux époques normales, ils réaliseront quelques-uns des vœux de Montchrétien, en punissant certaines fraudes comme les tromperies sur l'origine ou la nature des marchandises. Ils perfectionneront alors les vieux procédés des économistes du XVII^e siècle, dont les intentions étaient bonnes, mais qui ne savaient guère fixer de limites raisonnables à l'application des règlements.

CHAPITRE V

LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE ET LE STATUT DES ÉTRANGERS

C'était une grande œuvre que de développer les manufactures, d'en créer de nouvelles, et d'encourager la navigation. Mais elle n'eût pas été possible si le roi n'avait été à même de préserver de la concurrence étrangère nos industries naissantes et l'effort de nos artisans.

Les hommes du ^{xix}^e siècle croyaient avoir suffisamment protégé l'économie nationale, lorsqu'ils avaient établi des droits d'entrée sur les marchandises importées. Avec les tarifs différentiels de transports et les primes à l'exportation, ces droits étaient presque la seule ressource dont ils aient eu l'idée de se servir.

Sous l'ancien régime, on concevait la protection d'une manière autrement complexe et autrement efficace. Les mesures douanières n'étaient qu'un des multiples moyens

mis en œuvre pour assurer la supériorité économique d'un Etat. L'exclusivisme traditionnel à l'égard des Etrangers se manifestait par de nombreux règlements et les publicistes ne craignaient pas de faire aux produits nationaux toute la réclame en leur pouvoir.

Montchrétien est ardemment protectionniste. Il a remarqué cette « curiosité superflue et préjudiciable à l'Etat », qui, par simple snobisme, nous porte à délaisser nos propres marchandises en faveur des produits étrangers (1). Les futaines d'Angleterre et les camelots de Lille (2) jouissent chez nous d'une grande vogue, bien que tout à fait semblables aux nôtres. Nous apprécions tant les dentelles de Flandre, que les Flamands en font fabriquer en France et nous les vendent ensuite comme venant de chez eux (3). Pourtant les prix atteints par nos produits, lorsqu'on les vend au dehors, montrent clairement que l'habileté de nos artisans ne le cède en rien à celle des étrangers. Notre drap d'Usseau, par exemple, est recherché dans le monde entier et nos toiles valent mieux que les toiles étrangères, car nul autre pays n'en a les étoffes si bonnes ni l'artifice plus exquis. Les barbares eux-mêmes — il s'agit des Turcs et non pas des Allemands — les préfèrent aux toiles de Flandre, si bien que les Flamands contrefont notre emballage et imitent la marque de nos douanes (4).

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 79.

(2) Lille n'était pas encore comprise dans nos frontières.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 81.

(4) Ed. Funck-Brentano, p. 63.

L'auteur du *Traicté* oppose avec vigueur les fraudes qui déprécient les marchandises étrangères à l'excellence et à la loyauté de notre fabrication. Les Allemands, accusés déjà de faire de la camelote à bas prix, vendent comme étant en acier des faux et des haches qui sont tout simplement en fer mou; les Anglais étirent le drap pour lui donner plus de longueur, au risque de le rendre moins solide et plus prompt à se déformer; les Espagnols, avant de tondre les agneaux, les baignent et les font courir sur du sable fin. Grâce à cet expédient, les laines qu'ils nous vendent pèsent davantage, étant humides et saupoudrées de sable, mais souvent elles sont pourries et ne donnent que du mauvais drap.

Montchrétien aurait voulu de sévères mesures de contrôle pour éviter ces fraudes. Cependant, s'il les dévoile avec tant d'insistance, c'est surtout parce qu'il veut guérir les Français de leur penchant abusif pour tout ce qui vient d'un pays lointain. Il se rend compte que les mesures législatives ont moins d'efficacité lorsqu'elles ne sont pas secondées par la bonne volonté populaire.

Pour faire acheter les marchandises françaises de préférence aux autres, rien ne vaut une publicité inlassable et véridique, mettant en valeur la marque collective de la France, proclamant que les marchandises françaises ne sont pas seulement les plus jolies, les mieux finies, mais aussi qu'elles sont les plus durables à l'usage.

Les produits importés, d'ailleurs, ne sont pas seuls indésirables. Il y a des étrangers qui le sont également et Montchrétien voudrait plus de réserve dans l'accueil qui leur

est fait par la population, en même temps que plus de sévérité dans la fixation de leur statut par les autorités. Nous ne devons pas tolérer que les autres pays se débarrassent à notre détriment des hommes qu'ils ont eu soin d'expulser. Il faut bien se garder de faire de la France « ... une sentine, « un esgout, un cloüaque des autres pays. Elle ne doit point « souffrir, non plus que la mer, ce qui est corrompu (1) »...

Montchrétien cite à ce propos deux ordonnances un peu anciennes, mais qui nous paraissent aujourd'hui d'une savoureuse actualité. L'une d'elles, fort oubliée par malheur, assure-t-il, est de Louis XII qui « débouta du privilège de naturalité tous les étrangers qui s'estoient retirés hors de son royaume ». L'autre remonte à l'antiquité grecque : « Ce ne fut point sans grand considération que Solon, grand « homme de trafic et de négociation, fist une loy qui ne per- « mettoit à l'estranger le droit de bourgeoisie en Athenes « s'il n'estoit exilé de son pays (2). » Une mesure analogue a dû être envisagée de nos jours pour lutter contre les combinaisons perfides de la loi Delbruck, qui permet aux Allemands de se faire naturaliser dans l'Etat de leur choix, tout en conservant leur propre nationalité.

Le vieux publiciste regrette qu'on laisse les frontières ouvertes à tout venant. Il serait impossible, dit-il, « en la « licence et indéterminée liberté que les estrangers ont à

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 193.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 35.

« present en France que nous puissions gagner rien avec
« eux (1)... »

Rien ne les rend plus rogues et plus insolents que cette liberté, surtout lorsque notre marine décroît et que la leur augmente. Si nous les laissons faire, ils croiront bientôt que nos havres sont les leurs (2).

Suivant les cas, on peut les « forclore » en temps de paix comme en temps de guerre, ou les admettre sous certaines conditions. Si on désire repeupler une ville ou un royaume — c'est un peu le cas présent pour la France — il y a lieu de les attirer, comme le firent François I^{er} pour le Havre, Louis XI pour Bordeaux et certains rois d'Angleterre pour Londres. Mais en 1614 il n'en était pas ainsi, et il suffisait de donner quelques avantages particuliers à ceux qui pouvaient acclimater en France une industrie nouvelle, tout en refusant d'admettre ceux qui, sans rien nous apprendre, risqueraient de faire une concurrence dangereuse à des industries existantes (3).

De toutes façons, Montchrétien demande qu'on soumette les étrangers à des enquêtes sévères : il faut se renseigner sur les causes de leur venue et de leur séjour, sur leurs moyens d'existence, sur leurs occupations et sur leurs aptitudes. Cette manière de faire n'a rien de suranné ; les Anglais l'ont mise en pratique depuis la promulgation de

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 189.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 183.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 36.

l' « Aliens Act » de 1911 et elle s'est imposée pendant la guerre à tous les belligérants.

Les idées de l'ancien régime sur la question des étrangers s'opposent du tout au tout à celles des législateurs du XIX^e siècle. Comme l'a savamment montré M. Larnaude, les rédacteurs du code civil, en admettant si facilement les étrangers au bénéfice de la naturalisation, s'étaient bien montrés les disciples des philosophes du XVIII^e siècle, pour qui tous les hommes étaient égaux en droit, quel que fût le lieu de leur naissance. Imbus des mêmes principes, certains économistes de l'école classique étaient aussi bienveillants et prescrivaient de traiter les étrangers sans suspicion préconçue. Un des membres de cette école, Michel Chevalier, a écrit à ce propos, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 août 1870, une curieuse page où il s'opposait à l'expulsion des Allemands établis à Paris.

« Aujourd'hui, on monte les Parisiens contre les espions
« et on étend ce nom à 40.000 personnes de tout âge, de tout
« sexe, de toute condition, 40.000 personnes dont 99 sur 100
« sont dévorées d'inquiétude pour les soupçons dont elles
« sont l'objet, et regrettent la sécurité dont elles s'étaient
« flattées de jouir toujours dans cette grande et glorieuse
« capitale devenue pour elles une autre patrie !

« Ces 40.000 Allemands sont des membres utiles de la
« communauté industrielle de la capitale. S'ils font leurs
« affaires, ils nous aident fort à faire les nôtres. Les ouvriers
« allemands de Paris sont estimés parce qu'ils sont rangés,
« mais ils n'empêchent personne de s'assurer le même titre

« d'estime. Comme employés de commerce, les Allemands
« sont excellents et recherchés à Paris comme partout.
« Comme banquiers, ils attirent chez nous et administrent
« habilement les capitaux dont s'alimente le travail national.
« Si Paris perdait l'élément germain de sa population, il
« faudrait 10 ou 20 ans pour réparer cette perte. »

Michel Chevalier faisait une publicité inouïe aux commerçants et aux employés allemands. Montchrétien conseille de ne pas prendre de commis étrangers parce que les Anglais et les Hollandais établis en France ne veulent accepter chez eux que leurs compatriotes et parce que les Flamands restés aux Pays-Bas ne veulent employer aucun Français, même au pair, si ce n'est en contre-échange (1). Michel Chevalier ne voulait pas mécontenter des étrangers qui étaient en fait des ennemis, arguant qu'ils étaient aussi nos clients « que nous pouvions retirer un certain bénéfice de notre commerce avec eux. Montchrétien s'élève avec force contre ce que nous appellerions aujourd'hui l'internationalisme de certains hommes d'affaires. « Peu à peu nous nous dénaturons à
« l'endroit des nôtres, pour aimer et favoriser ceux-là qui
« nous font gagner. Tant ce vil et mécanique profit a de
« pouvoir sur nos âmes d'esteindre en nous les semences
« d'amour et de respect que nous devons à notre roy, à
« notre patrie, à nos parens, à nous-mêmes (2). »

Michel Chevalier croyait que les Allemands n'avaient

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 229 et 73.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 132.

d'espions que sur le champ de bataille et ne voulait pas reconnaître qu'ils en avaient probablement aussi à Paris. Montchrétien va tout droit à l'extrême opposé, avec du reste une certaine exagération : « Au regard des estrangers, « qui ne sçait que ce sont autant d'espions parmy nous n'a « pas remarqué, en Phi-ippe de Comines, le trait de nostre « Loys XI à l'endroit d'un marchand anglois. » Louis XI avait dit du mal des Anglais devant ce marchand et lorsqu'il s'aperçut de sa nationalité, il le combla de présents pour obtenir sa discrétion. « Chacun en croira ce qu'il voudra ; « mais je tien quant à moy qu'on ne sçaueroit mieux connoistre « la force ou la foiblesse d'un pays, le bien ou le mal, les « bonnes ou mauvaises loix, les louables ou blasmables coutumes, les utiles ou dommageables pratiques que par un « habile marchand qui l'a longuement hanté... que par nulle « plus seure et plus pronte voye on ne peut estre mieux « averti de tout ce qui s'y passe. » Et Montchrétien ajoute que nul autre ne peut semer dans un royaume telle graine que l'on veut. Plus loin, il fait allusion aux méfaits qu'exerce la propagande étrangère, lorsqu'elle s'insinue dans un pays pour provoquer sa ruine sous des prétextes variés. Il dénonce certains ouvrages venus de Hollande ou de Suisse, au moyen desquels on faisait une guerre acharnée à l'autorité royale et l'on semait en France des idées malfaisantes. « La doctrine « étrangère empoisonne notre esprit et corrompt nos mœurs (1). »

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 132, 133 et 92.

La présence d'espions, informateurs de l'ennemi ou propagateurs de nouvelles tendancieuses, est d'autant plus à redouter que nous sommes insuffisamment renseignés sur les autres pays. « Les estrangers entrent tous les jours en « toute liberté dans la salle où nous faisons l'exercice des « armes, ils savent toute nostre escrime, mais nous ne savons pas la leur... » Il faut donc pratiquer un jeu nouveau ou plutôt revenir au vieux jeu, qui sera le meilleur : « il y a de forts bons coups à la vieille gauloise, et qui sont « imparables ; il ne faut que du courage et de la résolution « pour les entreprendre (1). » Bien entendu si les étrangers nous observent avec tant de zèle, ce n'est pas pour faire maigre chère et se contenter d'un pauvre gîte. « Nous avons beaucoup d'étrangers chez nous, mais ils n'ont pas les plus « belles maisons », a écrit il y a quelques années l'auteur des *Lettres d'un vieil Américain*, traduites par M. J.-L. Duplan. « Vos places publiques, disait Montchrétien, résonnent « d'accents barbares, fourmillent de visages inconnus, « grouillent de nouveaux venus. Mais, dira-l-on, c'est le « profit des hostelleries, lesquelles sont proprement destinées pour cela. Il n'en va pas ainsi... ils s'habituent eux-mêmes dans les meilleures villes, en occupent les plus « belles, plus grandes et plus commodes maisons (2). »

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 191.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 165.

Malgré l'intervalle de trois siècles, il y a une similitude frappante entre les deux auteurs (1).

Mais voici un curieux passage où Montchrétien regrette que nous donnions si facilement notre argent aux étrangers. Il y en a parmi nous, dit-il, qui tirent hors du royaume la pure substance de ses peuples. « Ce sont des sang-sues qui s'attachent à ce grand corps, tirent son meilleur sang et s'en gorgent, puis quittent la peau et se déprennent. »

« ... Nous payons leurs bombances et gourmandises...
« Car, les voyans se porter si bien... nous les recherchons,
« nous leur prestons à l'appetit de quelque petit gain appa-
« rent, et, pensant bien souvent pratiquer avec eux quelque
« chose, nous y perdons tout. Les plus fins y sont attrapez.
« Ils ont beau avoir le nez bon et subtil, ils ne peuvent
« éventer la mèche que le feu n'ait pris à l'amorce, que la
« mine n'ait joué. La banqueroute est faite bien souvent
« devant qu'ils ayent songé à se désintéresser. Au com-
« mencement, ils ne s'en plaignent qu'à l'oreille et entre
« leurs plus affidez ; mais avec le temps on le sçait, on le
« connoist ; l'impatience de la perte la leur fait confesser
« publiquement. Neantmoins tous les jours quelques-uns s'y
« prennent encore, tant les estrangers sont industrieux à
« changer et renouveler leur appas ! tant nous sommes
« difficiles à detromper ! » (2)

(1) Montchrétien signale qu'il devient difficile de trouver des serviteurs, les étrangers leur offrant des gages extraordinaires. Ed. Funck-Brentano, p. 171.

(2) Ed. Funck-Brentano, pp. 162 et 163.

Il faut que nous soyons bien difficiles à détromper en effet pour qu'en 1869 déjà, Jules Duval, un des premiers biographes de Montchrétien, ait pu écrire cette phrase et qu'elle nous paraisse encore si actuelle : « En pensant « aux récents entraînements des capitaux français vers « l'étranger, il faut bien avouer que notre confiance aveugle « n'a guère changé. »

Quelles sont les causes de cette situation ? C'est d'abord que nous laissons prendre au luxe étalé par les étrangers, à leurs relations, à leurs beaux meubles, à leur élégance. C'est aussi que nous nous laissons éblouir « par les deux « ou trois pour cent, que l'étranger nous offre de plus que « ne fait le bourgeois assuré... On nous attire peu à peu du « commencement ; on nous engage par le bout du doigt « pour avoir le bras ; par le bras pour avoir tout le corps. « On nous paye bien quelque chose, pour nous emprunter « beaucoup à la fin. » Mais notre imprudence et notre légèreté ne sont pas les seules raisons de notre déconvenue, il y a un fait plus grave : c'est qu'en agissant ainsi nous perdons l'habitude des affaires, nous ne savons plus employer notre argent, et nous ignorons les moyens de le placer de façon sûre. « A peine l'un des nôtres, connu par ses facultez, trou- « vera-t-il quelque légère somme à l'emprunt, sans caution. « On apportera tant de délais et de considérations, avant « que de luy prêter, que bien souvent il perdra l'occasion « de son dessein, ou qu'elle s'empirera. Et, s'il vient quelque « inconnu parmi nous, pourveu qu'il face bonne mine seule- « ment, nous luy baillerons notre bourse à garder, sous le

« seul gage que la foy estrangere. » Nous fermons les yeux à tous hasards et nous nous laissons prendre à la parole du premier imposteur venu. « Avons-nous perdu tout esprit « et toute invention de pouvoir nous-mesme ménager et « aprofiter nostre argent ? Non, mais on nous en oste les « moyens. Et qui ? je l'ay dit plusieurs fois, les étrangers. « Ils nous bouchent toutes les advenües du profit ; ils nous « font perdre tout sentiment qui se peut prendre dans les « voyes du gain ; et puis ils disent qu'il ne nous appartient pas « de nous mesler d'affaires, que sans eux nous mourrions « de faim. » (1)

Dans la *Richesse des Nations*, Adam Smith se demande si les commerçants ne seront pas disposés parfois à négliger le commerce intérieur pour le commerce extérieur, tant et si bien que les intérêts nationaux en souffriront un préjudice. Et il résout la question par la négative, car d'après lui, les commerçants ont toujours tendance à placer leur argent dans leur propre pays plutôt qu'à l'étranger. Il déclare à l'appui de son affirmation que les négociants ont intérêt à faire des affaires avec leurs compatriotes, car ils connaissent mieux les maisons auxquelles on peut faire crédit, celles qui ne sont pas solvables, les coutumes auxquelles ils faut avoir égard, et les lois dont ils devront

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 165. Montchrétien ajoute aussi :

« Et quelle correspondance peuvent avoir ceux qui n'ont plus « de negotiation ? Qui les avertira de ce qui est bon à faire ? Qui leur « donnera la hardiesse d'entreprendre ? » p. 170. L'absence de protection nous mène à l'oisiveté et l'oisiveté nous mène à l'ignorance.

faire usage en cas de procès. Tout cela est très logique, beaucoup trop pour être vrai, mais Adam Smith oublie qu'un commerçant ne raisonne pas toujours avec la même rigueur qu'un savant dans son laboratoire. Doué de plus de finesse et nanti de plus d'expérience pratique, Montchrétien a observé qu'autour de lui bien des gens ont confié leur fonds à des inconnus, venus d'on ne sait où, qui n'offraient aucune garantie sérieuse et qu'on ne connaissait point. Et il fait de leurs mésaventures une description qui n'a pas vieilli, parce que l'attrait des richesses mystérieuses, des trésors exotiques et des spéculations lointaines n'a guère perdu de sa puissance.

Comment l'éviter ? Montchrétien fait d'abord appel au bon sens, exhortant les Français à la circonspection et les suppliant de seconder plus volontiers les entreprises des leurs. Il demande une répression sévère des banqueroutes et des fraudes que les étrangers commettent, forts de l'impunité qui leur est accordée. Et certes ce moyen aurait pu être efficace, à une époque où les valeurs mobilières n'étaient pas connues et où les étrangers qui voulaient faire des dupes en France n'avaient d'autres ressources que de venir rechercher sur place les fonds qu'ils convoitaient.

Mais aux yeux de Montchrétien la punition des banqueroutiers ne suffit pas et il faut encore faire une sélection sévère parmi les étrangers qui veulent entrer en France. Il y a lieu de traiter avec une certaine bienveillance ceux qui ont l'intention de s'établir dans le pays et d'y faire

souche. Quant à ceux qui ne font que passer pour chercher fortune aux dépens de nos concitoyens, il est nécessaire de les exclure sans faiblesse, d'autant que la population de la France, au début du xvii^e siècle, est assez forte pour répondre à tous ses besoins.

« De vray, ajoute-t-il, l'humanité vers les estrangers a
« tousjours esté louée parmi les payens mesme et tenue
« pour l'une des principales vertus qui méritent d'estre
« prisées entre les hommes ; et quand les anciens vouloient
« condamner une barbare vilenie et quelque façon brutale
« et sauvage ils usaient ordinairement du mot d'inhospitalité.
« Mais les plus charitables à telles gens, n'ont jamais laissé
« d'exemples pareils à ce que nous pratiquons (1)... »

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 193.

CHAPITRE VI

L'ORGANISATION DOUANIÈRE

La politique douanière, telle qu'elle existait au ^{xvii}e siècle était faite en grande partie de survivances du passé. Comme l'a remarqué un grand historien anglais, M. Cunningham (1), le seigneur féodal ne songeait pas à se faire payer des taxes par les marchands qui, passant à de rares intervalles, lui apportaient les denrées dont il avait besoin. Au contraire, il jugeait tout naturel de réclamer un impôt à ceux qui venaient se procurer les produits de ses terres, en vue de ravitailler des contrées inconnues. Parfois même, il leur interdisait d'emporter certains produits essentiels. Pour cette raison, les prohibitions et les droits de sortie, si rares de nos jours en temps normal, existaient à l'origine bien avant les droits d'entrée.

(1) Cf. Cunningham, *The growth of English Industry and Commerce*.

On pratiquait le système pourvoyeur, c'est-à-dire un ensemble de mesures ayant pour but de retenir à l'intérieur d'un pays les céréales, les matières premières, les métaux précieux, et d'une manière générale tous les objets regardés comme indispensables à l'approvisionnement de la population.

Plus tard, des droits d'entrée se juxtaposèrent aux droits de sortie, lorsqu'on voulut protéger les artisans contre la concurrence du dehors et accroître la richesse publique en restreignant les achats faits à l'étranger. L'importance de ces droits d'entrée s'accrut dans les nations manufacturières à mesure que les rivalités entre les Etats devinrent plus vives.

La politique douanière de Montchrétien, inspirée du système pourvoyeur et des pratiques traditionnelles de l'ancien régime, se trouve avoir plus d'un point de contact avec celle que la guerre a imposée aux gouvernements européens. Elle tend à assurer ce que les Allemands ont appelé l'autarchie économique, autrement dit, en bon français, l'indépendance économique de la nation.

« Nous achetons fort chèrement, écrit-il, ce dont nous « pouvons absolument passer, et donnons à bon marché aux « autres ce qui leur fait absolument besoin. » (1).

Pour remédier à cet état de choses, et pour tirer un bon parti de son commerce du dehors, il faut autant que possible que la France se suffise à elle-même, qu'elle limite ses importations aux objets nécessaires et ses exportations aux objets

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 213.

superflus. La politique douanière conçue en vertu de ces principes comprendra surtout deux grandes catégories de mesures : obstacles à l'importation des produits manufacturés, dont le pays peut se fournir lui-même, et obstacles à l'exportation des matières premières et des denrées agricoles, nécessaires à la subsistance du peuple ou à son travail.

« Que Vos Majestez en facent l'essay et ne permettent point que l'on apporte les ouvrages de main, qui procedent de l'art des hommes, ni que l'on emporte les matieres et denrées crues de ce royaume... » (1)

Ainsi résumée, la politique de Montchrétien paraît beaucoup trop absolue, mais la règle générale qu'il énonce comporte un correctif. Avant de prohiber les importations d'objets manufacturés, le roi s'assurera que les artisans français peuvent suffire aux besoins du pays. Sinon, il y aura lieu de créer tout d'abord des ateliers en mesure de subvenir aux besoins de la consommation intérieure : c'est ce que Montchrétien propose de faire pour les forges, montrant ainsi qu'à ses yeux la protection douanière ne dispense pas le pouvoir royal de contribuer par d'autres moyens au développement des manufactures.

L'entrée des objets de luxe doit être aussi strictement prohibée que celle des marchandises nécessaires, bien qu'en cela d'autres préoccupations se joignent à l'idée de favoriser des entreprises qui sont loin d'être essentielles : il s'agit surtout, en effet, d'arrêter des importations ruineuses pour

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 247.

l'Etat, d'apporter une « grande espargne », aux sujets du roi, et par là même de retenir la richesse publique à l'intérieur du territoire (1).

La politique à suivre en ce qui concerne les matières premières et les denrées alimentaires est toute différente de celle qui a trait aux produits ouvrés :

« Vous avez en ce royaume cinq sources inépuisables de
« richesses naturelles, sans parler des autres qui dépendent
« plus des pratiques artificielles, lesquelles, venans à se mesler,
« confondre et incorporer avec les précédentes, feront un
« grand fleuve de biens, arrosant abondamment toutes ses
« provinces. Ces sources ou plustot vrayes mines, sont le
« bled, le vin, le sel, les laines, les toiles... Parce qu'elles
« sont absolument nécessaires à la vie humaine, tout autant
« gens de bien, que vous consulterez sur le vray fonds de
« vos finances... comme vrais et naturels citoyens..., vous
« conseilleront franchement et librement de n'en permettre
« jamais la traite, que vos peuples n'en soient fournis et
« soulagez et vos finances accreues. » (2)

Il importe donc de retenir les matières brutes et les denrées agricoles, dans la mesure où elles sont utiles. Aussi, Montchrétien conseille-t-il au roi de relever les droits perçus à la sortie des marchandises. Les droits de douane, désignés

(1) S'il tolère certaines dépenses somptuaires, c'est seulement « pourveu
« que le profit nous en demeure ; autrement il nous couste trop cher.
p. 81.

(2) Ed. Funck-Brentano, pp. 239 et 240.

à l'époque sous le nom de traite ou d'imposition foraine, n'avaient pas été relevés malgré la grande hausse des prix et c'étaient des droits spécifiques et non des droits *ad valorem*.

« Pour donc en parler et généralement et véritablement, vos droits d'entrée et de sortie ne sont que de deux et demy pour cent (excepté pour les épiceries), esgalement pour l'étranger comme pour le sujet » (1).

Dans certains cas, une élévation du taux des droits ne peut suffire et il faut résolument avoir recours à des prohibitions ; c'est ainsi que notre auteur voudrait voir remettre en vigueur un ancien édit tombé en désuétude d'une façon bien curieuse :

« En l'an 1552, nostre roy Henry II deffendit par ordonnance expresse, à tous marchands estrangers de transporter
« aucunes laines crues hors de ce royaume, dequoy tout le
« peuple fut grandement resjouy, à cause du profit qui luy
« en pouvoit revenir. Mais, comme les Edicts de France sont
« ordinairement meilleurs que bien observez, la joye en fut
« courte, d'autant que peu de mois après, un seul estranger
« ayant obtenu passe-port en faveur d'un seigneur de la Cour,
« en transporta plus d'un coup que tous les marchands
« n'avoient fait auparavant en un an. Faute notable en
« mastiere d'Estat et de police de defendre un trait aux
« estrangers en general, puis en bailler à l'un d'eux en particulier la permission. » (2)

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 212.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 248.

De la netteté avec laquelle Montchrétien expose les principes d'une bonne protection douanière, il ne faut pas conclure qu'il préconise un ensemble de mesures à adopter d'une façon universelle.

Il n'y a pas lieu, d'abord, de traiter toutes les nations sur un pied d'égalité ; c'est ainsi qu'il faudra user de représailles vis-à-vis des Anglais et des Espagnols, qui traitent nos nationaux avec rigueur, tandis qu'aucune sévérité spéciale ne sera de mise contre les Hollandais, anciens alliés de Henri IV. Ensuite, il est visible que le système proposé par Montchrétien ne pourra pas être adopté par une petite nation. Il s'en aperçoit et déclare que la France seule peut aspirer à tout produire sur son propre territoire à cause de l'infinie diversité de ses ressources et des aptitudes si variées de sa population (1).

Pas plus qu'elle ne sera universelle, la législation douanière ne devra être immuable. Elle devra se régler, au contraire, sur les besoins économiques du peuple, qui sont essentiellement variables. Du reste la barrière de droits, si rigide soit-elle, devra tenir compte des nécessités du commerce extérieur.

« ... Le trafic de nation à nation se fait par le besoin
« que les unes ont des autres, à cause que les commoditez de
« la vie humaine sont departies en diverses régions... Ainsi,
« le deffaut est la source du commerce, et la necessité, la

(1) « La France seule se peut passer de tout ce qu'elle a de terres voisines, et toutes les terres voisines nullement d'elle », p. 23.

« regle... Pour accorder ce qu'il faut, en un mot : le trafic
« des choses non ouvrées soit admis pour la plus grande
« abondance et commodité et en cela permis l'accomodement
« de peuple à peuple. Comme pour exemple : Si l'Angleterre
« a du plomb et nous en manquons... nos vins, desquelles elle
« est si friande, sont-ils pas un digne contre-eschange ? » (1)

La nation doit être un ensemble harmonieusement développé, mais non un système clos, ni une terre isolée à l'abri d'une muraille de Chine ; le but à atteindre n'est pas de supprimer les relations avec l'étranger, il est plutôt de les régler de telle manière qu'elles coïncident exactement avec les intérêts du pays. Il importe que la protection douanière assure d'une façon permanente le progrès des manufactures, en leur réservant les matières premières et les débouchés dont elles ont besoin. Ainsi, la balance du commerce nous sera de plus en plus favorable, tant à cause des obstacles opposés aux importations inutiles qu'à cause du développement continu des forces productives de la France.

Cette politique peut être avantageuse pour la nation, mais elle témoigne d'un parfait égoïsme patriotique. Le gouvernement ne se bornera pas, en effet, à retirer tout le profit possible du commerce extérieur ; obligatoirement, il nuira aux pays d'alentour en les privant de matières premières et en opposant un infranchissable obstacle à leurs exportations de produits ouvrés. Il risquera d'exaspérer les rivalités internationales.

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 130 et 131.

La croyance universelle, pendant la période mercantiliste, est que tout commerce entraînant une sortie de métaux précieux est profondément nuisible au pays et favorable à l'étranger. Montchrétien cite plusieurs fois la maxime courante alors : « Ce que l'un gagne, l'autre le perd » et il ajoute même que les Anglais agissent comme s'ils croyaient perdre tout ce qu'ils ne gagnent pas.

Ces formules sont bien loin des théories de l'Economie Politique classique sur la solidarité d'intérêt qui unit les nations commerçantes. Elles conduisent les écrivains et les ministres à une profonde défiance à l'égard de l'industrie des autres nations, dont la ruine ne peut être que profitable, et elles auront plus d'une fois pour conséquence des luttes de tarifs qui se termineront par des guerres véritables.

La crainte de complications extérieures devra-t-elle modifier la politique douanière ? Montchrétien répond par la négative ; il fait remarquer que les alliances ne doivent être basées que sur l'intérêt et que chacun doit y garder sa souveraineté complète.

Il ajoute que les étrangers ne sauraient nous faire grief d'imiter leur politique et il semble bien qu'il ait raison. Bien que certains historiens aient vu dans les tarifs protecteurs de Colbert une des causes de la guerre de Hollande, on peut se demander si de simples questions douanières eussent suffi à provoquer des hostilités. Quand on lit le *Court Traité* de Spinoza, on est étonné de rencontrer chez lui des idées républicaines semblables à celles de Gambetta et des fondateurs du régime présent de la France. Entre elles

et le despotisme de Louis XIV, entre elles et l'intolérance de Madame de Maintenon, il y avait un abîme et l'on peut se demander si la guerre de Hollande n'a pas été une guerre de principes, du genre des guerres révolutionnaires.

La création de tarifs protecteurs ne peut pas constituer à elle seule un *casus belli*, et il est certain que les économistes mercantilistes ont souvent combattu les ambitions belliqueuses des souverains, en les orientant vers un idéal de travail fécond, comme Colbert a voulu le faire lorsqu'il s'opposait à la politique de Louvois.

CHAPITRE VII

L'IMPORTANCE DES MÉTAUX PRÉCIEUX

Les anciens mercantilistes ont reçu le nom de bullionnistes parce qu'ils attribuaient une importance capitale aux métaux monnayés, qu'ils confondaient avec la richesse et qui leur semblaient plus précieux que toute autre chose. L'un d'eux, un Allemand du nom de Schröder, a résumé leur erreur en ces termes : « Le pays devient d'autant plus « riche qu'il en est tiré plus d'argent ou d'or de la terre, « ou qu'il en est plus importé d'ailleurs, et d'autant plus « pauvre qu'il en sort plus d'argent. La richesse d'un pays « se mesure d'après la quantité d'or et d'argent qui s'y « trouve (1). »

Pour attirer les métaux précieux ou pour empêcher leur sortie, les bullionnistes se sont servis, à différentes époques,

(1) Schröder, *Fürstl. Schatz und Rentenkammer*, 1686, ch. 24. Cité dans Roscher, *Principes d'Économie Politique*, trad. Wolowski, p. 23.

de procédés arbitraires et contradictoires. Souvent ils prohibaient purement et simplement la sortie de la monnaie, et ils ne toléraient des exceptions qu'en cas de disette ou pour les besoins de la guerre. Ailleurs — surtout en Angleterre — on forçait les importateurs étrangers à remployer intégralement le produit de leurs ventes en achat de marchandises locales. La Banque de Lyon, qui donnait aux déposants un intérêt de 8 et 12 0/0, fut créée par François I^{er}, en vue d'attirer les capitaux du dehors, par l'appât de gros profits. Son histoire fut désastreuse : le Sultan, qui lui avait confié des fonds, eut peur d'une faillite et demanda son remboursement, après qu'il eut reçu des intérêts énormes (1).

Le peu de succès des expédients de ce genre inspira l'idée de mesures contraires à l'Anglais Samuel Fortrey (2), qui proposa, comme Thomas Culpeper and Sir Josiah Child, de réduire le taux de l'intérêt, pour décourager les capitalistes étrangers qui eussent voulu porter leur argent en Angleterre.

En vue de réaliser leur idéal, les bullionnistes se servirent aussi des mutations monétaires. Ils espéraient que la dépréciation de la monnaie nationale inciterait les commerçants étrangers à venir en France échanger leurs espèces contre un nombre supérieur de pièces, contenant chacune un moindre poids de métal fin, mais ayant une valeur légale

(1) V. Jean Bodin, *Réponse au Paradoxe de M. de Malestroït*, pp. 51 et 52, L. VI, ch. 2 du *Traité de la République*.

(2) « England's Interest and Improvement », 1663.

identique. Par un perfectionnement du même procédé, on entreprit de fixer le taux du change à des cours arbitraires, qui laissaient une prime aux vendeurs de monnaies étrangères (1).

Dans leur incohérence et leur diversité, toutes ces mesures avaient un caractère commun, celui d'être extrêmement coûteuses. Ceux qui y avaient recours étaient animés d'un désir très grand de faire affluer chez eux l'or et l'argent, même en les payant bien au-dessus de leur valeur réelle. A leurs yeux, tous les problèmes économiques se réduisaient à une seule question, qui était de faire affluer les métaux précieux dans les pays dépourvus de mines.

Certains écrivains, comme Adam Smith et M. Levasseur, ont reproché la même erreur à tous les mercantilistes, M. Dubois (2) distingue les mercantilistes antérieurs au xvii^e siècle, les mercantilistes purs et les mercantilistes dégradés, et il reproche la confusion de la richesse et des métaux précieux à tous les mercantilistes purs parmi lesquels il range Montchrétien, Locke et Thomas Mun.

(1) Nous empruntons ces renseignements relatifs aux procédés bullionnistes à la brochure que M. A. Deschamps, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Membre de l'Institut, a publiée sous le titre *Le Métallisme et la Politique Mercantile* (1920). Cette brochure contient une synthèse et une philosophie des doctrines métallistes, étudiées dans leur origine et dans leur évolution.

(2) V. A. Dubois : *Précis de l'Histoire des Doctrines Économiques dans leurs rapports avec les faits et les institutions*.

Cet ouvrage est précieux pour qui veut étudier les économistes antérieurs aux Physiocrates et contient une bibliographie très étendue.

Cette opinion est assez contestable, et il serait inexact de croire que tous les économistes du XVII^e siècle aient commis la même confusion. Bien que comprenant les avantages et la nécessité de l'abondance des métaux précieux, Montchrétien en particulier est loin de partager les idées simplistes des anciens bullionnistes.

Il se rend compte que l'argent ne fait pas la richesse, comme le montre ce passage :

« Ce n'est point l'abondance d'or et d'argent, la quantité
« de perles et de diamans, qui fait les Estats riches et opu-
« lens ; c'est l'accommodement des choses nécessaires à la
« vie et propres au vestement ; qui plus en a, plus a de bien.
« Quand tant de pistolles ne rempliroient nos coffres, qu'im-
« porteroit si comme à nos peres, ces choses coustoient peu,
« les ayant tousjours en egale abondance... De vray nous
« sommes devenus plus abondans d'or et d'argent que
« n'estoyent nos peres ; mais non pas plus aisés et plus
« riches (1). »

Il explique fort bien l'origine de la monnaie : « La né-
« cessité du commerce, qui ne se faisoit au premier temps
« que par la simple permutation, a trouvé l'usage de la
« monnoye, en l'estimation déterminée d'une matiere divi-
« sée, à laquelle la forme publique est adjoustée. » Il écrit
un peu plus loin qu'elle est « la mesure de toutes choses à
« cause que par l'addition et diminution on peut esgaller

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 241.

« la juste valeur des marchandises que l'on vend ou que
« l'on achete. »

Nul ne s'élève avec plus de force contre les altérations monétaires, parce que nul n'a mieux compris les caractères de la saine monnaie et les inconvénients d'une monnaie changeante ou avariée :

« C'est un grand trouble que le décry des monnoyes, et
« leur incertitude encore plus ; c'est une affliction extrême,
« un desespoir pour le peuple. Cela plusieurs fois a suscité
« des seditions dangereuses ; mais possible, qui voudroit
« s'en enquerir, on trouveroit qu'il n'a jamais produit de
« plus tragiques histoires que depuis peu de jours. »

Il ajoute : « Il est donc bien necessaire que la raison et
« la loy en soient constantes et immuables ; autrement il
« n'y a personne qui puisse faire estat au vray de ce qu'il a
« vaillant ; les contracts ne peuvent estre asseurez ; le revenu
« des fermages est douteux ; et incertain, ce qui est limité
« par les droits et par les coustumes ; bref l'estat des finances
« publiques et particulieres demeure toujours en suspens.
« La chose ne parle pas seulement, elle crie ; et le peuple
« avec mille soupirs prie tous les jours très humblement vos
« Majestez de mettre une dernière main à bon escient à ce
« desordre, qui travaille tout le monde, pour y remédier,
« non par un emplastre qui couvre le mal, par une cure
« palliative, mais par un remède qui l'abolisse tout à fait
« et pour tout jamais. » (1)

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 175 et 176.

La fixité du régime monétaire est souverainement importante. « Le prix donc peut et doit quelquefois changer, « non le tiltre, le carat, et le pied (1). » Au reste les Hébreux libellaient leurs contrats en stipulant un certain poids d'argent plutôt qu'un nombre donné de pièces de monnaie. « Nos pères en usaient de mesme, comme il se void par une « infinité de vieux contracts de mariage, où la somme n'est « point exprimée, mais la quantité de marcs d'argent, d'argent « plustost que d'or, car il estoit lors bien plus commun entre « nous (2). »

Il est donc hors de doute que le cours légal de la monnaie ne doit jamais être changé, mais ce n'est pas tout ; il faut qu'elle soit saine et droite autant qu'immuable : « Pour « le regard de la substance des metaux, on la doit laisser « pure autant que l'on peut ; car toute alteration sent la « corruption de l'intégrité d'un pays. Jamais prince, qui s'en « soit voulu servir, ne s'en trouva bien à la fin. Nostre roy « Philippe le Bel, qui le premier affoiblit la monnoye d'argent en ce royaume de la moitié d'aloy, en fut taxé par « Dante poete italien ; mais de plus il donna occasion de « grand trouble à ses sujets et de pernicieux exemple aux « princes estrangers. Il le reconnut sur la fin et pour ceste « cause enjoignit à son fils Loys Hutin, par son testament, « qu'il se gardast bien d'affoiblir les monnoyes. Or leur « affoiblissement depend de l'aloy ou du poids, qu'il faut

(1) Le pied est le cours légal.

(2) Le marc est un poids déterminé de métal précieux.

« exactement régler, afin que les princes voisins, ny les
« propres sujets, ne puissent les falsifier. Tout le vice des
« faux monnoyeurs, consiste principalement au meslange
« des metaux. Il faut donc, pour y obvier, que la monnoye
« se face de metaux purs et simples autant qu'il sera pos-
« sible (1)... »

Si Montchrétien avait perçu de façon aussi nette les inconvénients des crises monétaires, c'est parce que les événements de son temps lui avaient donné d'excellentes occasions de les observer. Il y avait alors dans la circulation des pièces de types très variés. En plus de tous les modèles français, une quantité de monnaies étrangères avaient cours dans le royaume : pistoles et ducats d'Espagne et de Portugal, royaux et Phillippes de Flandre, florins et ducats des républiques italiennes, nobles à la rose et angelots d'Angleterre (2).

Le rapport officiel entre toutes ces pièces était fixé par des édits et continuellement modifié. Il en résultait une grande complication, qui facilitait la mise en circulation de pièces rognées ou altérées. On conçoit donc que Montchrétien ait été partisan d'une réforme monétaire et d'une simplification dont il énonce fort bien les principes :

« Pour le regard des espèces, le trop grand nombre ne
« fait que troubler. Quand il n'y auroit pour l'or que des

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 175 et 177.

(2) Levasseur, *Histoire du Commerce*, t. I, p. 256.

« escus, pour la monnoye blanche que des quarts d'escu, « des demy quarts, des pièces de quatre, des pièces de deux, « et que les paiements qui s'en feroient fussent reglez et « estimez seulement par le poix, il semble que ce seroit une « grande commodité. Peu à peu, et sans troubler ny vexer « vos sujets, vous pourriez tout reduire à ce point (1).»

Malgré les inconvénients qui à son avis en résulteraient pour les marchands, Montchrétien préférerait que les monnaies étrangères n'aient pas cours en France. Mais ici sa pensée marque un peu de flottement, et il semble partisan du procédé qui consiste à attirer les bonnes pièces étrangères par l'appât d'une prime de change : « Au reste, afin d'attirer « toujours l'or et l'argent d'Espagne en ce royaume, c'est « raison de l'y faire valoir un peu d'avantage, car les mon- « noyes ne sont pas de la nature de l'eau qui coule et cherche « la descente; au contraire, elles cherchent toujours à monter, et s'amassent où elles vont à plus haut prix. Mais « en cela, comme en toute autre matière d'Estat, la voye « moitoyenne est la plus seure. » (2)

Il est visible que notre auteur n'arrive pas à répudier l'idée directrice des économistes de son siècle, qui est de faire affluer l'or et l'argent dans les pays dépourvus de mines. De fait, il insiste comme les bullionnistes sur l'importance primordiale des métaux précieux.

Dans son « Histoire des Doctrines Economiques »,

(1) V. Ed. Funck-Brentano, p. 179.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 180.

M. A. Dubois a signalé que les idées de Montchrétien sur la monnaie contiennent des contradictions. Il s'est étonné que le « Traicté », après une définition de l'opulence d'une nation conçue comme « l'accomodement des choses nécessaires à la vie et propres au vêtement » puisse contenir des passages comme ceux-ci :

« Il faut de l'argent, et n'en ayant point de nostre creu, il faut en avoir des estrangers. Soyez curieux d'en faire faire recherche, et vous trouverez qu'il en sort plus de vos pays que l'on n'y en apporte. C'est voirement par une grande et inexcusable negligence, car vos sujets ont assez d'industrie au bout des doigts, assez de pratique en toutes sortes de manufactures pour attirer au contraire chez eux l'or et l'argent des autres contrées, si le bon ordre regne une fois en cest Estat. » Et ailleurs :

« On peut dire à présent que nous ne vivons pas tant par le commerce des élémens que par l'or et l'argent ; ce sont deux grands et fidelles amis. Ils suppléent aux nécessitez de tous hommes (1). »

Pourtant ces affirmations de Montchrétien se concilient fort bien avec les définitions très orthodoxes qu'il donne de la richesse. Au début du XVII^e siècle, c'est-à-dire en un temps où l'on n'a pas encore adopté les billets de banque, les virements et les chèques, le numéraire était très certainement l'indispensable instrument de tout commerce. Sans lui, la

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 246, 247 et 141. Cité par M. A. Dubois, p. 219.

circulation des richesses aurait été compromise, car il aurait fallu revenir au système barbare du troc, ou, comme on disait alors, de la simple permutation.

L'or et l'argent ont leur utilité dans la paix et sont aussi de grande ressource dans la guerre. Suivant l'expression de Cantillon, ils sont bien faits pour constituer « le corps de réserve » d'une nation, car ils forment une richesse durable, essentiellement portative et universellement appréciée. Adam Smith expliquera plus tard que dans un pays commerçant les trésors de guerre sont inutiles, et que les rois n'en ont pas besoin pour couvrir leurs dépenses militaires à l'étranger, parce qu'ils peuvent se faire des fonds en achetant des traites aux exportateurs et aux banquiers. Mais Adam Smith n'avait pas prévu que les guerres pourraient être si longues et si terribles que toutes les exportations en seraient arrêtées. Montchrétien avait peut-être raison lorsqu'il jugeait nécessaires les grandes provisions de métaux précieux.

Nous ne serons pas surpris que toute sa politique ait tendu à attirer les lingots et les espèces monnayées, qu'il ait conseillé d'empêcher leur sortie par des mesures de police et qu'il se soit réjoui de voir ses concitoyens en acheter à l'étranger. Nous jugerons tout naturel aussi qu'il ait voulu provoquer un influx permanent de métaux précieux dans le royaume, grâce aux restrictions sur les importations superflues et au développement des exportations. Aux yeux des mercantilistes une balance du commerce favorable n'est pas seulement le signe et la cause de l'enrichissement du pays.

C'est un témoignage de la sagesse de ses consommateurs, de l'activité de ses manufactures et du travail de ses habitants ; c'est un heureux symptôme de l'équilibre et de la santé de tout l'organisme économique.

Rien ne prouve que l'abondance de numéraire empêche l'abondance des choses nécessaires à la vie. L'une et l'autre peuvent exister simultanément, comme aux Etats-Unis de notre temps et comme en Hollande au xvii^e siècle. On peut vouloir plus d'argent et plus de blé tout à la fois. D'ailleurs il n'est pas nécessaire d'avoir recours à des privations pour se procurer des métaux précieux. Le travail et l'accroissement de la production peuvent suffire.

Enfin il est possible qu'une politique tendant à provoquer artificiellement une lente inflation de saine monnaie contribue au progrès économique. Nous verrons au prochain chapitre les conséquences que l'on peut tirer de cette proposition.

CHAPITRE VIII

LES AVANTAGES DES TARIFS PROTECTEURS

Au XVII^e siècle, bien qu'il y ait eu déjà des partisans de la liberté du commerce comme Sully, la protection était envisagée ordinairement comme une indubitable nécessité, et Montchrétien n'avait pas à faire de démonstration théorique de son utilité. Mais il avait à combattre l'inertie des gens de cour en matière de politique douanière, et leur dédain à l'égard des choses mesquines du commerce et de l'industrie. En faveur de la grande cause qu'il défendait, il sut invoquer des arguments durables, à la fois d'ordre moral et d'ordre social, d'ordre politique et d'ordre économique.

On ne saurait en tous cas lui retirer le mérite de l'énergie. Admettre des marchandises étrangères, dit-il, « c'est « oster la vie à plusieurs milliers de vos subjects..., c'est « diminuer d'autant vostre propre richesse, laquelle se fait

« et s'augmente de celle de vos peuples. C'est couper les
« nerfs de vostre Estat et chercher à tenir par emprunt
« d'autrui les instrumens de sa valeur (1). »

La protection est d'autant plus utile qu'elle oblige une nation à se rendre indépendante de ses voisins, en tirant de son propre territoire tout ce dont elle a besoin. Montchrétien invoque les stoïciens pour dire que « la vertu est heureuse d'autant qu'elle n'a affaire de personne » et il conclut en termes plus précis « que le royaume qui peut soy-mesme « fournir à ses propres necessitez est toujours plus riche, plus « fort, plus redoutable (2). »

Ainsi se trouve énoncée de façon fort nette la thèse d'après laquelle la protection douanière est un indispensable élément de force nationale. A plusieurs reprises, Montchrétien adjure le roi de ne pas se fier à l'assistance de ses voisins pour assurer le ravitaillement du royaume. A propos des choses artificielles, c'est-à-dire de l'industrie, il remarque que « toute société doit en estre abondamment fournie et de « soy mesme. Elle ne doit point emprunter ailleurs ce qui luy « tient lieu de nécessaire: car, ne pouvant avoir qu'à la mercy « d'autrui, elle se rend faible d'autant (3). »

Jamais un grand Etat ne doit se reposer sur le commerce extérieur pour obtenir à toute heure et à première demande les marchandises qui lui sont essentielles. Advien-

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 51.

(2) Ed. Funck-Brentano, pp. 131 et 132.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 46.

nent des conflits extérieurs, des hostilités terrestres ou un blocus maritime, ses approvisionnements pourront se trouver taris. Il faut se préparer dès le temps de paix aux pires éventualités du temps de guerre, et c'est parce que les mercantilistes ont su tenir compte de cette vérité que leur doctrine, aujourd'hui encore, a tant d'influence dans le monde.

Il importe qu'un Etat possède sur son territoire des manufactures de toutes catégories, mais cela ne suffit pas, car toutes les industries n'ont pas la même importance au point de vue de l'intérêt public. Adam Smith l'a bien reconnu, mais il a moins insisté sur ce point capital que notre vieil auteur ne l'a fait. Pour l'écrivain français, il est deux industries que le gouvernement doit préserver d'une façon particulière, d'abord la forge — nous dirions aujourd'hui la métallurgie — et ensuite la construction maritime.

Un écrivain moderne y ajouterait l'industrie chimique, d'où l'on tire à la fois les engrais agricoles, les matières colorantes et la charge des obus. A cette réserve près, les choix de Montchrétien sont si justes qu'il est à peine utile d'en rappeler les raisons. Les navires servent à la pêche, au commerce extérieur, à la défense des côtes et à la sauvegarde de nos colonies. Quant à la forge, elle n'occupe pas seulement un grand nombre d'hommes, elle est « l'art des arts, le « commun element de leurs elemens, la main de toutes les « mains qui travaillent, le premier instrument de l'invention (1). » Elle produit à la fois des machines de toutes

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 47.

sortes, des outils aratoires, et les armes utiles pour la sécurité de la nation. Elle est donc le prototype de ces industries essentielles, de ces industries-clefs, dont l'existence suffit à justifier des mesures protectrices, pour des raisons économiques aussi bien que pour des raisons politiques.

Au point de vue moral, Montchrétien voit dans le protectionnisme la marque du bon sens. Il admire les « grands « maîtres de police » qui ont « diligemment avisé et pourvu « soigneusement aux moyens de s'accommoder de leur propre « trafic, soit naturel ou artificiel au prejudice des estrangers ». Il voudrait voir se manifester davantage l'esprit d'exclusivisme dont il a observé un modèle dans l'organisation rigide des marchands de la cité de Londres. « La « raison veuille que chacun travaille sur son propre fonds « et s'esjouisse du fruit qu'il produict (1). » Nous avons des devoirs envers nous-mêmes et des devoirs envers les nôtres, qui consistent à « bien faire à tous, mais à nos domestiques « sur tous ».

« C'est raison, écrit-il ailleurs, c'est equité naturelle, « chacun doit faire valoir sa propre terre ; chaque pays « doit nourrir et entretenir ses hommes. Ses fruits ne doyvent « pas estre semblables à ceux des figuiers, plantez sur des « precipices de montagne, dont il n'y a que les oyseaux « passagers qui mangent (2). »

Montchrétien supplie le roi de protéger le travail de ses

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 150 et 83.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 113.

sujets, « de ne point permettre à d'autres de mettre la faux en leur moisson ». Et l'on voit apparaître ici une des notions essentielles de l'ancien régime : la notion du caractère sacré du gagne-pain, si bien mise en lumière par M. Th. Funck-Brentano (1). La Révolution, qui a déclaré inviolable le droit de propriété s'est moins occupée de dresser la charte des prolétaires et de ceux qui n'avaient que leurs quatre membres pour tout bien. Elle n'a pas insisté sur l'idée qu'ils avaient d'autres droits que leurs droits politiques, et que les gouvernements avaient l'obligation d'intervenir constamment pour leur garder les résultats de leur travail quotidien.

Pour les hommes de l'ancien régime, la monarchie avait une tâche sacrée : défendre les industries nationales contre la concurrence extérieure et « pour le bien, repos et richesse de l'Etat, conserver en tout et par tout l'exercice des familles qui sont les pépinières de la République (2). »

Le métier des artisans français, affirme-t-il, est un « privilège naturel », c'est un héritage, et même « le seul héritage d'eux et de leur postérité ». Et Montchrétien ajoute, en homme que les souffrances du peuple ne laissent pas indiffé-

(1) Cf. Th. Funck-Brentano : « C'est du respect des traditions de « chaque famille, de la sécurité nécessaire à son travail et de la protection « indispensable à ses membres, que surgiront toutes les formes du patro- « nage. Simultanément la propriété, son hérédité, sa transmission acquer- « ront de la fixité... On deviendra propriétaire d'un métier, d'une charge, « aussi naturellement que d'une seigneurie, d'un passage sur une route, « d'un pont, d'un marché, d'une foire, d'un banc d'église. » *Introduction au Traité de l'Economie Politique*, p. XLII.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 65.

rent : « Outre la liberté, ils n'ont rien que ce revenu. » Voilà qui rend plus pressante pour le roi la mission de prendre soin de ses sujets « pour les remettre en possession de leurs droicts et en débouter les usurpateurs (1) ». D'ailleurs, à quoi bon plaider longuement leur cause ? « Le tiltre de l'hérédité les deffend assez (2). »

Ainsi, d'après Montchrétien, tous les travailleurs ont un droit héréditaire sur le fonds commun d'où ils retirent leur gain de chaque jour, sur l'industrie nationale, envisagée non seulement comme une source de richesses présentes, mais aussi comme une source de richesses futures, dont jouira la postérité.

Voulant nous placer au point de vue moral, nous avons été conduits insensiblement vers le grand argument social de Montchrétien. Parce qu'elle accroît la demande de travail, la protection encourage les bons artisans et elle augmente leur nombre. A tout prix, il y a lieu d'éviter le chômage. C'est ainsi par exemple qu'on doit réserver aux Français le droit de transporter le sel lorsqu'il est ramassé et lorsqu'il se consomme en France... « Il ne semble point légitime « que d'autres soient employés à le voiturier chez nous, « nous-mêmes étans capables et en nombre plus que suffisant « pour le faire. Cela touche une grande multitude du menu « peuple dont il faut empêcher la débauche, pour le repos « public, pour l'utilité commune... » D'ailleurs : « c'est l'in-

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 65

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 113.

térêt de la République que tous soient occupés à un légitime travail et par là destournez du vice (1) ».

Par surcroît les hommes inoccupés ou mal employés vont souvent se mettre au service de l'étranger. Ils leur enseignent des commerces profitables, comme le fit ce Français qui montra aux Hollandais le chemin du Canada

Un économiste américain, Simon Patten, dira deux siècles plus tard que les pays où les salaires sont élevés doivent exclure avec soin les importations des pays où les ouvriers sont mal payés (2). Montchrétien n'expose pas cette thèse sous la forme d'un principe général, mais à propos d'un cas particulier, il indique que l'interdiction des livres étrangers protégerait les imprimeurs français et les 50.000 personnes qu'ils font vivre contre la concurrence des libraires flamands, « qui employent toutes sortes de pauvres gens du pays à très petits prix (3). »

Ailleurs, à propos de la draperie, il constate « que desja on cognoist à veuë d'œil, combien ce negoce dechét ». Tel bourg qui en produisait pour 100.000 livres par an, n'en fait plus que 30.000. On entend « bruire et plaindre le « peuple... qu'il est reduit à chommer et mourir de faim, faute « de besongne ». Et si le commerce de la soie décline de plus en plus, « la principale cause vient du cours que la marchandise estrangere y prend, et, qui ne le coupera, nos fleuves deviendront petits ruisseaux et nos ruisseaux tariront du

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 111.

(2) S. Patten, *Les fondements économiques de la protection*, trad. Lepelletier, pp. 99 et 100.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 90.

tout à la fin (1). »

Cette décadence progressive n'aurait pas lieu avec l'intervention royale. Protégez vos sujets, dit-il au roi et vous leur ferez engendrer « un gain inestimable pour la France, « qui, passant par la main de plusieurs, viendra se rendre « à petits ruisseaux au fond de vostre espargne et l'enflera « beaucoup (2). »

De l'organisation douanière peuvent donc dépendre la ruine ou la prospérité de la classe ouvrière, du commerce national et de la France elle-même. Est-il donc vrai que les droits protecteurs puissent présenter des avantages réels pour le développement de la production ?

Les libre-échangistes l'ont nié. Ils soutiennent d'abord que la protection empêche les commerçants de s'approvisionner au mieux de leurs intérêts et qu'elle limite leurs débouchés. Pour réussir dans les affaires, il faut acheter ses marchandises là où elles coûtent le moins cher et les revendre là où elles atteignent le plus haut prix. Si un commerçant en est empêché par des droits de douane, ses bénéfices seront inférieurs à ceux qu'il pourrait escompter sous un autre régime. Il sera hors d'état de lutter à l'étranger contre des concurrents, favorisés par le libre-échange, qui, pouvant faire leurs achats n'importe où, même ailleurs que chez eux, seront à même de vendre à meilleur marché.

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 72.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 57

Cette objection n'aurait pas ému beaucoup Montchrétien.

De deux manufacturiers, celui qui réussit le mieux n'est pas forcément celui qui, se procurant les matières premières au prix le plus bas, élève ses prix de vente plus haut que tous ses concurrents. Il y a d'autres facteurs qui influent sur le succès des entreprises, et la question primordiale est celle de l'organisation.

Il est arrivé souvent que des industriels ou même des marchands aient distancé leurs rivaux, tout en distribuant de plus forts salaires et en payant mieux leurs fournisseurs. On a constaté plus d'une fois des faits semblables dans l'histoire des trusts américains. On en a observé aussi en France.

Acheter bon marché pour revendre cher ne suffit pas; il faut arriver à un chiffre d'affaires aussi fort que possible pour réduire la charge des frais généraux. C'est l'importance des débouchés qui fait le sort des entreprises. Quand on aura créé des ateliers, quand l'Allemagne et la Lorraine ne nous vendront plus de faux dans le royaume, écrit Montchrétien, « il sera facile *d'en diminuer le prix par l'assurance de la descharge, laquelle en matière de manufacture est seule et principalement considerable*. Rien ne cause tant la « vilité que l'abondance ; l'abondance provient du labeur de « plusieurs ; et le labeur de plusieurs ne peut manquer ès « choses qui sont de bonne vente (1). »

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 54.

Ainsi la protection douanière ne présentera que des avantages au point de vue économique. En garantissant aux producteurs nationaux des débouchés certains, elle leur permettra de maintenir en pleine activité les industries existantes et surtout de créer des industries nouvelles. Il en résultera nécessairement un accroissement des stocks, puis, à l'intérieur même du pays, une active concurrence dont l'effet naturel sera de provoquer un abaissement des prix.

Montchrétien ajoute que la stabilité des ventes, conséquence directe de la protection, se traduira par une harmonie naturelle entre la production et la consommation. Il exprime en ces termes cette idée curieuse : « D'ailleurs, qui veut mettre
« les arts en bon train et les entretenir en réputation, il n'en
« faut jamais par une surabondance diminuer le profit. La
« clarté s'esteint dans les lampes quand on y verse de l'huile
« trop abondamment. Le trop d'humeur d'une grosse ravine
« d'eaux suffoque la sève de l'arbre au lieu de la nourrir,
« entretenir et accroître... Le sage politique doit prudem-
« ment inventer les moyens de faire régner en ce fait une
« juste et tempérée modération entre le trop et le trop peu,
« afin qu'il n'arrive aucune incommodité, ny par le deffaut,
« ny par le surcroist... Faute de besongne à faire, l'artisan
« languit et meurt de faim ; trop grande quantité de be-
« songne faite l'empesche de gagner, et cela l'induit à cha-
« grin et bien souvent à desespoir. Tout considéré, il n'y a

« qu'un seul bon et légitime moyen de remédier à cest incon-
« venient : c'est que le pays fournisse le pays (1). »

Certes, il est douteux qu'il suffise d'instaurer un bon système douanier pour soustraire une contrée aux méfaits des crises de surproduction. L'espoir et la conviction de Montchrétien à ce sujet nous paraissent un peu naïfs, mais il n'en est pas moins vrai que le système dont il trace les grandes lignes était de nature à favoriser le progrès. A une époque où l'industrie nationale était encore peu développée, où elle avait été affaiblie par les guerres civiles, c'était augmenter considérablement ses débouchés que de lui réserver tout le marché intérieur, et c'était également la soustraire pour une longue période à tout risque de marasme commercial. C'était permettre un accroissement de son outillage mécanique et une amélioration du dividende national. Tous les pays civilisés ont eu recours à la protection, lorsqu'il s'est agi de constituer leur armature économique et nul n'y a eu recours avec une aussi constante rigueur que l'Angleterre, patrie d'Adam Smith et de Cobden. Nous n'avons aucun exemple de grande nation qui se soit constitué une industrie tout en appliquant le régime du libre-échange. Aujourd'hui, il est un pays, la Chine, qui a été condamné par des traités à ne pas employer de droits différentiels, et son industrie n'a pu se développer en proportion de ses ressources.

Contre la protection, les libéraux ont fait valoir de

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 111 et 112.

grands arguments ; ils craignent que la protection ne soit utilisée au profit d'intérêts particuliers et qu'elle n'incite les producteurs à une sorte de malthusianisme économique. Ces arguments s'appuient sur de justes observations, car le seul but de certains droits sera toujours de permettre à des industriels influents de réaliser des bénéfices excessifs ; et bien souvent des producteurs trop bien protégés ont renoncé à tout progrès mécanique et à tout accroissement de leur chiffre d'affaires, parce qu'ils préféreraient continuer une existence tranquille à l'abri de la concurrence du dehors.

Mais comme l'a dit Montchrétien, les mesures les meilleures ont leurs inconvénients. Le fait que les tarifs protecteurs puissent donner lieu à des abus ne serait pas une raison pour y renoncer complètement. Il en serait autrement, au cas où la protection deviendrait un avantage illusoire par suite de répercussions indirectes. Si elle était étendue à trop d'objets : si, par exemple, elle s'appliquait à la fois à un grand nombre d'industries et aux produits de la terre, elle provoquerait une hausse générale des prix qui, d'après les libre-échangistes, rendrait la production plus coûteuse, parce qu'elle aurait une influence sur le taux des salaires, sur l'outillage et les matières premières. Ainsi la protection ne ferait que donner d'une main ce qu'elle retirerait de l'autre. A quoi bon vendre plus cher, si l'élévation des prix de revient doit rendre plus pénible la lutte contre l'étranger ?

Il est visible, en effet, que la concurrence intérieure en pourra, quoiqu'en ait dit Montchrétien, et bien que les interdictions de sortie des matières premières puissent faciliter

les approvisionnements des manufactures, obvier complètement au renchérissement redouté par Bastiat et les économistes de l'école libérale.

Grâce aux trusts, aux cartels et à des formules multiples d'entente, les industriels ont trouvé le moyen de supprimer toute compétition à l'intérieur d'un pays. Pourtant la crainte de la hausse des prix n'est pas un argument suffisant pour montrer la futilité du protectionnisme. Contrairement aux apparences, elle ne gêne en rien les exportateurs qui ont à leur disposition, pour lutter contre les pays libre-échangistes, le procédé connu sous le nom de dumping. D'autre part, une lente diminution du pouvoir d'achat du métal monnayé, loin d'être un fléau à éviter, a les conséquences les plus heureuses pour le progrès d'une nation.

Nous avons vu, depuis 1914, les inconvénients des dépréciations amples et brusques du numéraire. Comme tous les changements soudains, elles sont accompagnées d'embarras et de privations pour une partie de la population et elles causent des troubles que Montchrétien a fort bien analysés dans le passage que nous avons cité sur le décri des monnaies. Mais si la hausse des prix apparaît comme un cataclysme lorsqu'elle résulte d'une émission inconsidérée d'assignats, elle est au contraire un bienfait lorsqu'elle provient d'un lent influx d'or et d'argent. Il ne faut pas oublier que la découverte des mines du Nouveau Monde et la dépréciation des signes monétaires qui s'en est suivie ont fait sortir l'ancien continent de cette longue période de stagnation qui durait depuis des siècles. Comme l'a fait ressortir

M. Cunningham, la grande métamorphose du x^ve siècle a déterminé la formation d'une classe de capitalistes et de financiers dont l'apparition a été une cause de progrès au moins aussi importante que l'invention de la vapeur et de l'électricité. Sans le haut commerce, sans la haute industrie, sans la haute banque, aucune réalisation importante n'eût été possible et toutes les innovations scientifiques fussent restées stériles (1).

Nous avons vu, en 1921, les effets économiques d'une baisse générale des prix, qui a pour inconvénients de restreindre tous les achats, d'empêcher la création d'installations nouvelles, de limiter l'activité à la liquidation des affaires en cours et à la satisfaction des besoins de la consommation, de rendre la thésaurisation et les placements à court terme plus avantageux et plus sages que l'entreprise et l'emploi concret des capitaux.

Il n'y a pas, au contraire, de meilleur stimulant de la vie économique qu'un renchérissement presque insensible des prix de gros et de détail. En facilitant le succès de chaque entreprise, cette hausse permet la réalisation d'utiles perfectionnements de l'outillage mécanique et de l'organisation commerciale. Elle favorise, dans les affaires privées, l'accumulation des réserves qui se transformeront plus tard en moyens nouveaux de production.

Justement parce qu'elle rend plus pénible la vie des

(1) V. Cunningham, *The Growth of English Industry et Commerce*.

salariés, des fonctionnaires et des rentiers, elle éloigne la population des placements et des professions à revenus fixes, et l'oblige à se diriger vers le commerce et l'industrie. Elle donne une prime aux hommes entreprenants qui acceptent de courir le risque de la ruine ou de la faillite. En France surtout, où tant de gens ont tendance à se contenter d'une médiocrité sans aléas, elle entraîne une évolution qui, dans son ensemble est loin d'être malfaisante.

Ainsi la politique protectionniste n'est pas frappée de stérilité parce qu'elle provoque une hausse des prix et une légère élévation des index numbers. C'est, au contraire la raison dernière de sa fécondité. Et c'est aussi le motif pour lequel les anciens mercantilistes n'avaient pas tort en souhaitant si ardemment de faire affluer dans leur patrie les métaux précieux des Amériques, quitte à augmenter un peu le prix de la livre de beurre ou de l'aune de drap.

CONCLUSION

Il serait paradoxal d'admirer en bloc l'œuvre d'un relativiste comme Montchrétien, profondément convaincu de l'imperfection de toute tentative humaine. Bien des passages de son œuvre témoignent d'ambitions chimériques et surtout d'une confiance excessive dans l'efficacité de la réglementation. Mais si l'on envisage l'ensemble de sa doctrine, il faut reconnaître sa clairvoyance et l'ampleur de ses vues.

Son idéal ne sera ni une cité utopique, sortie toute construite du cerveau d'un philosophe, ni un royaume thésauriseur, se bornant à amasser des métaux précieux. La France de ses rêves apparaîtra, au contraire, comme un pays essentiellement actif et bénéficiant d'une organisation utilitaire, conçue avec le sens des réalités.

Ses colonies tempérées et sa marine lui donneront une puissance comparable à celle de la Grande-Bretagne moderne. Son développement manufacturier, la spécialisation et les hauts salaires de ses ouvriers, le perfectionnement de ses machines évoqueront pour nous les Etats-Unis du xix^e et du xx^e siècles. Par sa prospérité, elle ressemblera à la Hollande du xvii^e siècle, à cette république pauvre de territoires et

riche de commerce, qui unissait le labeur français à la « mesnagerie » des Anglais, et qui était pour les mercantilistes un objet de si vive admiration.

Comme les ouvriers américains de nos jours, par suite d'une protection rigoureuse et de la multiplicité des entreprises, les travailleurs français bénéficieront d'une sorte de monopole, étant assurés d'un salaire plus fort que ceux des autres pays (1). Le développement des institutions publiques d'assistance et l'organisation de la charité privée permettront d'adoucir les inégalités sociales. La charge des paysans sera diminuée par une meilleure répartition des impôts, par l'ordre dans les finances et par la modération des dépenses somptuaires.

Toutes ces transformations auront des conséquences heureuses pour le repos public, « puisque de la pauvreté « extrême des uns et la richesse excessive des autres naissent « ordinairement les troubles séditions et guerres civiles (2) »

Il faut apporter au peuple « comme un renouvellement « et reformation de mœurs ». La nation, organisme vivant, sera maintenue en parfait équilibre par le travail de tous ses membres (3).

Grâce à son unité, grâce à ses forces défensives, grâce à la solidité de ses finances, la France sera à l'abri de toutes

(1) Simon Patten. *Les Fondements économiques de la Protection* traduction française, et tous les ouvrages de Lysis.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 347.

(3) Ed. Funck-Brentano, p. 276.

les agressions. Quel royaume oserait donc s'attaquer à un Etat si puissant ?

Mais la prospérité économique et la quiétude générale ne seront point sans danger. Nous sommes comme ceux dont le prophète Isaïe dit qu'ils ne voient point et qu'ils n'entendent point parce qu'ils ont le cœur trop engraisé, écrit Montchrétien. Trois siècles plus tard, Théodore Roosevelt se servira de la même expression, lorsqu'il dira redouter pour les Etats-Unis cet état de dégénérescence grasseuse, qui guette les nations trop tranquilles. « Les grands calmes, » ajoute Montchrétien, rient aux mariniens et les induisent « à se resjouir, mais ils couvent souvent des naufrages et des « tempestes (1). » L'optimisme béat, tel qu'il se manifeste chez les pacifistes du xix^e et du xx^e siècles, n'est pas une nouveauté, car on en trouve des traces dans les sociétés antiques comme dans les temps modernes. Tout au long de l'histoire, il a causé des défaites irrémédiables et il est apparu bien souvent comme le virus spécifique des décadences.

« Quoy que l'on pense, il n'y a moyen plus seur ni plus
« expedient pour entretenir un peuple naturellement coura-
« geux en l'exercice de la vertu, en la pratique de son devoir,
« que la crainte d'un ennemi guerrier ou l'occupation au
« labeur de quelque grande et penible entreprise. A propos
« du premier, Polibe, judicieux authieur, nous dit que jamais
« on n'a veu les Romains plus vertueux, les subjects plus

(1) Ed. Funck-Brentano, p. 299.

« obeissans aux magistrats ni les magistrats aux loix, sinon
« alors que Pirrhus en un temps et Hannibal en l'autre
« estoient aux portes de Rome. Pour le regard du second,
« rien n'a tant empesché dans l'Espagne les seditions civiles
« que ce grand divertissement que les Roys y peuvent faire
« par le moyen des Indes (1)... »

Ainsi la France continentale devra se doubler de nouvelles Frances ; il lui faudra faire flotter son pavillon sur les mers et sur les continents lointains. C'est seulement à ce prix qu'elle pourra se convertir « en un cercle d'Estat » qui soit tel que jamais rien n'en puisse tomber ni décheoir ». et qu'on pourra lui donner « outre sa force naturelle... des arcs boutans qui la maintiennent en pied durant tous les siècles (2) ».

Vu : le Président de la thèse,
Aug. DESCHAMPS

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL

(1) Ed. Funck-Brentano, pp. 300 et 301.

(2) Ed. Funck-Brentano, p. 274.

BIBLIOGRAPHIE

- Traicté de l'OEconomie Politique*, in-4°, Jean OSMONT, Rouen, 1613. Un exemplaire à la Bibliothèque Nationale (Réserve); deux exemplaires à la Bibliothèque Mazarine.
- L'Economie Politique Patronale. — Traicté de l'OEconomie Politique* dédié en 1615 au Roy et à la Reyne, mere du Roy, par Autoyne de MONTCHRÉTIEN, avec Introduction et Notes, par Th. FUNCK-BRENTANO, Paris. Plon-Nourrit et C^{ie}, 1889. Cette édition contient une liste complète des auteurs ayant parlé de MONTCHRÉTIEN.
- JOLI. — *Etude sur Montchrétien*, poète et économiste normand, 1865.
- HORN. — *L'Economie Politique avant les physiocrates*, 1867.
- Jules DUVAL. — *Mémoire sur Montchrétien*, 1869.
- H. PIGEONNEAU. — *Histoire du Commerce de la France*, t. 2, p. 360 et suivantes, 1889.
- G. LANSON. — *Hommes et Livres*, 1895.
- CAUWÈS. — *L'Economie Politique Nationale*, dans la *Revue d'Economie Politique*, 1898.
- J. RAMBAUD. — *Histoire des Doctrines Economiques*, 1899, pp. 58 et 59.
- P. DESSAIX. — *Montchrétien et l'Economie Politique Nationale*, 1901.
- A. DUBOIS. — *Précis de l'Histoire des Doctrines Economiques dans leurs rapports avec les faits et les institutions*, 1903, l. III., ch. IV.
- E. LEVASSEUR. — *Histoire du Commerce de la France*, 1911, t. I, p. 239 à 242.
- Auguste DESCHAMPS. — *Le Métallisme et la Politique Mercantile*, 1920.
- R. GONNARD. — *Histoire des Doctrines Économiques, Doctrines antérieures à Quesnay*, 1921, pp. 173 à 187.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	5
CHAPITRE I. — Les conceptions psychologiques de Mont- chrétien et celles d'Adam Smith.....	13
CHAPITRE II. — La défense et l'opulence.....	28
CHAPITRE III. — Le système patronal et la transformation de la Société.....	34
CHAPITRE IV. — La politique industrielle et commerciale.	45
CHAPITRE V. — Le patriotisme économique et le statut des étrangers	57
CHAPITRE VI. — L'organisation douanière.....	71
CHAPITRE VII. — L'importance des métaux précieux.....	80
CHAPITRE VIII. — Les avantages des tarifs protecteurs....	91
Conclusion.....	106
Bibliographie	111

IMPRIMERIE

G. HABERSCHILL & A. SERGENT

3, Rue Charles-Baudelaire
